

# le monde libertaire

Hebdomadaire de la FEDERATION ANARCHISTE  
adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

11 AU 17 OCTOBRE 1990

N° 797

10,00 F



MEURTRES DANS LES ZUP

## Automne sanglant

**Ball-trap à Neuilly-sur-Marne, collision à Vaulx-en-Velin... la jeunesse paye un lourd tribut. Les ZUP grondent et s'insurgent contre l'arbitraire et la cruelle loi des séries.**

**L**e samedi 6 octobre, en soirée, à Vaulx-en-Velin, deux jeunes gens circulant à mobylette sont heurtés par un véhicule de police. Le passa-

lieu lyonnaise, il s'agit d'un acte délinquant. Aussi, en réaction et par crainte de voir banaliser une nouvelle « forfaiture » policière, manifestèrent-ils la

violences de ce week-end (voitures incendiées, centre commercial saccagé et réduit en cendres) comme des actes de jeunes — dans le meilleur des cas — aveuglés par la douleur, provoquée par la mort de leur ami et — dans la version plus officielle — comme des actes de pillage et de vandalisme, causés par des éléments extérieurs à la ville de Vaulx-en-Velin. C'est du reste ce que prétend la « gôche » de cette « charmante » banlieue.

Nulle critique sur la présence massive de flics en tous genres, dont les CRS anti-émeutes qui, bien entendu, n'étaient là que pour calmer les esprits. C'est bien connu, ce style de face à face, après des « bavures » de ce type, tend à adoucir les mœurs... quitte à y

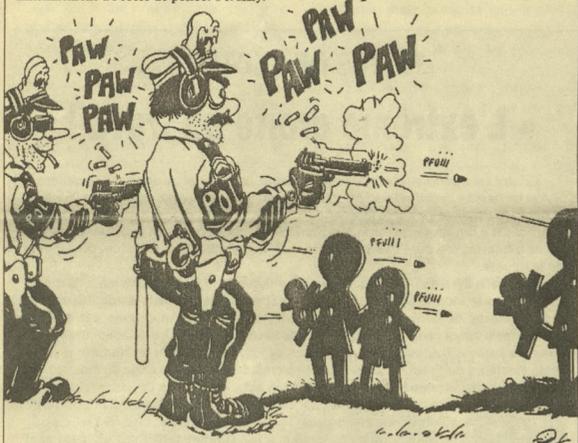
adjoindre quelques arguments percutants dont la maison « poulagat » a le secret. Si on avait voulu que les choses dégénèrent, on ne s'y serait pas pris autrement.

Par delà la violence, les habitants de cette sinistre ZUP expriment, bel et bien, le désespoir de toutes les populations parquées en des ghettos et celui d'une génération qui y est née, qui y a grandi et dont la seule perspective est d'y crever.

A l'heure où l'on nous vante, à tous crins, les mérites du capitalisme, les centaines d'émeutiers de Vaulx-en-Velin rappellent, avec justesse, la réalité de ce système.

Paul (gr. Kronstadt de Lyon)

Entraînement à l'école de police. © P. Mary.



ger, dépourvu de casque, tombe à terre. Il est tué ! Selon les forces de l'ordre, il s'agit d'un simple accident. Pour les habitants de cette commune de la ban-

lieue lyonnaise, il s'agit d'un acte délinquant. Aussi, en réaction et par crainte de voir banaliser une nouvelle « forfaiture » policière, manifestèrent-ils la violence même et toute la journée de dimanche. Suivant leur habitude, les médias se sont empressés de nous présenter

### Michel Leiris : paradoxe et cohérence

Fasciné et hanté depuis toujours par la mort, il aura néanmoins vécu pendant 89 ans ; porté aux nues par des monuments comme Breton, Lévi-Strauss, Picasso, Bataille... il n'a cependant jamais franchi ni chercher à franchir la frontière de la confidentialité ; forcé de l'autobiographie il garda pourtant constamment les yeux grands ouverts sur le monde et mieux, ne se déroba jamais quand il fallait s'engager ; parti en Afrique pour renoncer à la littérature, il en revient nanti d'un livre majeur ; écrivain complexe, méticuleux, voire pointilleux son écriture s'avère néanmoins d'une limpidité rare ; pas médiatique pour deux sous, car fuyant systématiquement les feux de la rampe. On parlait cependant de lui pour le Nobel... Michel Leiris semble avoir toute sa vie durant surté sur les paradoxes qui ne sont bien sûr pas pour nous déplaire, tant il est vrai que la cohérence qui anima sa modestie et son intransigeance fonde une authenticité courageuse et lucide qui ne dérangera jamais assez les innombrables, multiples et pathétiques besogneux de tous les dérisoires.

(lire l'article de Jean-Marc Raynaud, en p. 4.)

CRISE DU GOLFE

## L'économie des USA en déclin

**Après avoir passé en revue les diverses situations des pays les plus concernés par le conflit du Golfe — à savoir le Koweït, l'Irak et les Etats-unis — nous terminons l'étude de Raoul Boulland par un exposé sur le déclin de l'économie américaine.**

**L'**ORGANISATION de coopération et de développement économique (OCDE) rassemble 24 pays qui regroupent 17% de la population mondiale, et 70% de la production industrielle et du commerce mondial.

L'économie américaine représente 45% du PIB des pays de l'OCDE, entre dans son 92<sup>e</sup> mois de croissance depuis la récession de 1981-82. Cette récession, qui avait frappé tous les pays industrialisés, avait marqué aussi le début d'une grave dépression dans les pays de la « périphérie », c'est-à-dire les pays du tiers

monde dont l'économie est dépendante de celle des pays industrialisés.

**45% du PIB**

Malgré quelques signes inquiétants — krach boursier en octobre 1987, en octobre 89, chute brutale de la bourse de Tokyo au début de 1990 — la tendance générale est à l'optimisme dans les milieux financiers et industriels : on est sorti de la crise. D'autant que l'effondrement du bloc de l'Est ouvre la perspective d'un marché colossal à la fois pour la production industrielle et pour l'exportation de capitaux.

Un rapport de la Banque des règlements internationaux (BRI) déclare ainsi qu'au-delà des « bouleversements intervenus en Europe de l'Est (...) le fait le plus remarquable est que la croissance économique se poursuive avec autant de vigueur sur une aussi longue période dans un grand

nombre de pays industrialisés du monde occidental, dépassant, encore une fois, les prévisions pourtant optimistes » (60<sup>e</sup> Rapport annuel (1<sup>er</sup> avril 1989 — 31 mars 1990), Bâle, 11 juin 1990).

Le rapport montre que les chiffres du chômage ont baissé dans la « zone OCDE », passant de 8,7% en 83 à 6,4% en 1989.

Un cycle aussi long — 92 mois — n'a eu d'équivalent que... pendant la guerre du Vietnam, lors de laquelle l'économie américaine avait connu, entre 1961 et 1969, 106 mois de croissance.

Les politiques d'austérité mises en place par les Etats industrialisés ont donc porté leurs fruits en accroissant les taux de plus-value et de profit. L'hebdomadaire *The Economist* du 23 juin 1990 dit carrément que la première cause significative des « mutations profondes » de l'économie britannique se trouve dans le fait que « le pouvoir des syndicats a été fortement réduit ».

Augmentation de la productivité, stagnation ou baisse des salaires, allègements fiscaux en faveur des entreprises, baisse des dépenses sociales, privatisations, baisse du prix des matières premières et du pétrole accompagné de la baisse du dollar depuis 1985 : toutes ces mesures ont permis de comprimer les coûts et d'augmenter le taux de profit.

On assiste donc depuis 1985 à une relance massive des investissements d'équipements, à une diffusion des innovations qui contribuent à une réorganisation massive de l'appareil productif par la réorientation de groupes industriels entiers, vers des secteurs nouveaux de production. Or ce bouleversement interne des sociétés industrielles s'accompagne de l'accroissement de l'écart de productivité et de technologie, à la fois avec les pays de l'Est et avec le tiers monde.

(suite p. 6)

## EDITORIAL

Il s'appelait Khemissi Karar. Il avait dix neuf ans. Il était né en Algérie... Jeudi 4 octobre, au soir, dans la cité des Fauvettes à Neuilly-sur-Marne (Seine-Saint-Denis), il s'est effondré, atteint d'une balle en plein cœur, tirée depuis une fenêtre d'un HLM. L'homme qui a tué, lui est français, « père de famille » comme on le remarque et le répète souvent. Il a déclaré aux flics : « J'étais excédé par le bruit, je n'ai pas supporté. »

Le quartier des Fauvettes à Neuilly-sur-Marne est à l'image de cette ville de banlieue trop semblable à ces communes sans âme : on cherche en vain le centre-ville. Décor béton. A la périphérie, on y a flanqué deux hôpitaux psychiatriques. Les ghettos à Neuilly, on connaît. On y vote pourtant socialiste... Le Front national n'a pas encore investi la place.

Le racisme au quotidien... l'horreur d'un acte qui bien sûr fait réagir les bonnes consciences. Manif, rassemblements... Le PCF, le MRAP, les médias sont aux rendez-vous. Le maire, le préfet pleurent la victime. Les voisins parlent : « Le bruit, vous savez, on n'y prête plus attention. » « La drogue : oui, il n'est pas rare de retrouver des seringues dans les ascenseurs »... Pourtant, Khemissi n'était ni particulièrement bruyant, ni toxicomane. « Travaillier sans problèmes », il vivait avec sa mère, ses frères et ses sœurs.

Alors, pourquoi ? Il serait trop simple d'en accuser seulement le triste sire à la gâchette facile, ce « bon père de famille ».

La persistance des inégalités économiques et sociales, les propos fascistes de l'extrême droite y sont certainement pour beaucoup. Comment comprendre cet acte autrement que dans un contexte où les affirmations de Jean-Marie Le Pen se banalisent. Comment expliquer cet acte autrement dans une société où le chômage et la misère se développent et où l'horizon des banlieues se limite au quotidien de ces villes dortoirs, ces logements sonores, ces espaces occupés par les parkings, les merdes de chiens et les HLM de quinze étages.

Dans cette société où toute révolte est montrée du doigt, où le consensus fait figure de ligne politique, il ne faut plus s'étonner de ce genre de passage à l'acte. Il est le tragique reflet d'une société en faillite. Ne plus s'en étonner ne veut pas dire, non plus, ne rien faire. Bien au contraire !

Mais en rester à une dénonciation de façade se résume à rejoindre ces faux-monnayeurs de la bonne conscience qui dénoncent Le Pen et, par ailleurs, font l'éloge du libéralisme économique. Comme si l'un et l'autre ne constituaient pas la cause commune d'un système qui a fait son temps : le capitalisme.

**P. 3**  
**L'écrivain Michel Ragon partisan de la paix.**

T 2137 - 797 - 10,00 F



F°P. 2520

ENQUETE SUR...

# L'extrême droite au travail : la « participation » gaulliste

Les Cahiers d'Article 31 viennent de publier un n° consacré à « L'extrême droite au travail ». Dans la foulée, François Moreau, responsable de la rédaction, a eu la bonne idée de nous communiquer une longue analyse sur De Gaulle et ses liens avec la droite extrême. Un pavé dans la mare, en cette année de commémoration « gaullienne » !

**L**e ton héroïque et grandiloquent des célébrations de l'« année De Gaulle » pourrait difficilement s'appliquer à la « politique sociale » du général, et moins encore à ce qu'on pourrait appeler l'« ouvriérisme » gaulliste. Il faut mettre en lumière cet aspect peu glorieux du gaullisme. Non pour apporter une pierre, en forme de « pavé dans la mare », aux susdites déclarations, car d'autres s'y emploient, en particulier à l'extrême droite. Mais pour rappeler quelles vieilles connivences entre droite, droite extrême et extrême droite nourrissent aujourd'hui l'avancée du Front national dans le monde du travail et l'électorat populaire.

Les tentatives répétées de l'extrême droite française en direction du monde du travail visent parfois à répéter les précédents historiques du fascisme et du nazisme, et de leur « base ouvrière », mais elles cherchent toujours à tirer parti d'une réalité historique plus récente dans le monde du travail : l'utilisation par les mouvements « gaullistes », les syndicats « antimaxistes », et le patronat, de militants d'extrême droite « apolitiques », bien sûr, sauf quand ils ne le sont plus...

## Les fonts baptismaux de l'anticommunisme

A la Libération, comme dans la Résistance, conjurer le « péril communiste » est une des obsessions des premiers gaullistes, hommes venus de la droite, pour certains, anciens socialistes ou communistes repentis, pour d'autres. De 1944 à sa démission de janvier 1946, De Gaulle compose habilement avec Thorez, dont il obtient beaucoup plus

qu'il ne lui accorde. Vient la fondation du Rassemblement du peuple français (RPF) et le renvoi des ministres communistes en 1947 ; les grèves se multiplient, c'est l'« année terrible ». Le 22 novembre, dénonçant « la mal-faisance de la CGT communiste », des « hommes d'origine et de formation différentes » s'accordent pour unir leurs efforts ; ils vont constituer le 5 janvier 1948, deux mois après la création de Force ouvrière, un « comité général des syndicats indépendants », dont naîtra la confédération du même nom, la CGSI.

Composée de trois tendances, les anciens communistes de Sulpice Dewez, les anciens cégétistes de la tendance « syndicats » (1) comme Belin et Dumoulin, et les gaullistes dirigés par Manuel Bridier (2), la CGSI subit de constantes forces centrifuges. Une des tendances s'empare du siège en 1952, les suites judiciaires révèlent la présence d'« éléments d'extrême droite » liés à la « maison Albertini » (3) : on y trouve des permanents syndicaux comme Jacques Sidos, le futur fondateur de Jeune Nation. La CGSI éclate à l'automne, la « jeune CGSI » de Dewez, très majoritaire, se faisant ensuite confirmer en justice l'exclusivité du sigle contre la « vieille CGSI » de Belin, qui devient la Confédération syndicale Travail et Liberté (CSTL), en 1955. La CGSI n'en a pas fini cependant ni avec les scissions ni avec l'extrême droite vichyste et anticommuniste.

En 1957, Dewez dénonce et fait exclure la tendance que dirige Jacques Simakis, et qui constitue aussitôt la Confédération française des syndicats indépendants (CFSI), installée à Renault et Rhône-Poulenc. Reconnue représentative par un décret du régime gaulliste, en 1959, la CGSI redevient l'objet d'âpres luttes. D'anciens « gros bras » des « Equipés ouvrières » du RPF recrutés par

Simca et des députés UNR également « syndicalistes indépendants » chez Simca organisent un congrès irrégulier contre Dewez, que la justice confirme à la tête de la CGSI. Une opération de réunification CGSI-CFSI est alors lancée pour additionner, contre Dewez, les forces gaullistes et celles, plus droitières encore, de Simakis. Ce nouvel échec amène les perdants à renoncer à la représentativité de la CGSI et à fonder, en décembre 1959, la Confédération française du travail (CFT).

## Des « syndicats-maison » aux « services parallèles »

L'histoire du « syndicalisme indépendant » de 1959 à 1968 reste entièrement à écrire. Concernant les « syndicats-maison », les milices patronales, la répression syndicale, depuis la surveillance policière jusqu'à l'intimidation physique, elle nuancerait sans doute les tableaux idylliques de 1990 sur la « pensée sociale » gaullienne. Il y a au moins trois faits avérés : la mainmise constante des gaullistes sur la CFT, au travers des « députés-Simca » de l'UNR et de responsables plus élevés encore, comme Olivier Guichard, conseiller intime de De Gaulle, sans parler des représentants discrets des « réseaux Foccart ». La présence constante dans la CFT de partisans de l'« Algérie française » et de militants d'extrême droite, à commencer par Simakis, participant du colloque de Vincennes, en 1960, où il apporta sa caution syndicale, à côté de patrons comme Yvon Chotard. Et, bien sûr, la collusion est constante à tous les niveaux entre la CFT et les dirigeants d'entreprises encourageant le « syndicalisme indépendant » : Rhône-Poulenc, Renault, Michelin, Citroën, Simca, Berliet...

Cela explique un peu pourquoi la CFT était « prête », en 1968, à entrer en guerre contre la « chienlit ». Du moins en termes d'infrastructures, de relations et de financements. car, il fallut recruter, comme au Service d'action civique (SAC), chez les anciens de l'OAS, les militants d'extrême droite et autres « gros bras » en délicatesse avec la justice, contents de coopérer avec des officines « semi-officielles ». Ce furent souvent les mêmes, munis des deux cartes SAC et CFT. Les exactions de ces « truands du patronat » (4) ne trouvèrent de limites qu'après l'émotion soulevée par l'assassinat, en 1977, de Pierre Maître, militant CGT aux Verreries mécaniques de Reims, par un commando de 4 adhérents de la CFT, dont trois membres du SAC. La direction de la CFT décida de « changer l'enseigne qui a été salie », et un « congrès extraordinaire » donna naissance à la Confédération des syndicats libres (CSL).

Cela ne rompit pas les liaisons organiques des « syndicalistes indépendants » avec les services gaullistes. Le secrétaire

général de la CSL, Auguste Blanc, fondateur en 1968, de la CFT-Citroën, riche en membres du SAC, avait écarté, en 1974, Simakis de la CFT, en collaboration avec le SAC. Auguste Blanc était aussi lié à Hector Rolland, député RPR, animateur d'un « groupe de travail » sur la « question sociale », et se flattait de ses relations avec Marie-France Garaud et Jacques Chirac, eux-mêmes liés à Albertini. Cinq ans après la fondation de la Confédération française du travail, la Commission d'enquête parlementaire sur les activités du SAC, dont l'« enseigne » venait également d'être « salie » par le massacre d'Auriol, consacrait un chapitre documenté de son rapport à l'« action du SAC dans les entreprises ou la collusion SAC-CSL », et plus précisément à « la CSL, relais du SAC » jusqu'en 1981. En pointant des collusions plus larges, entre la CSL, le SAC, les Associations ouvrières professionnelles

(AOP), l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM) et les Renseignements généraux, pour le service de certains patrons, comme ceux de la SNIAS de Toulouse, où le directeur du personnel était membre de la CFT-CSL, mais aussi ancien officier parachutiste au Congo belge !

(suite au prochain n°)

(1) Voir dans Les Cahiers d'Article 31, n° 2, « L'extrême droite au travail », l'article de Michel Dreyfus.  
(2) Bridier, délégué national-adjoint RPF à l'Action ouvrière, sera le rédacteur en chef du Rassemblement ouvrier, dans la ligne définie par De Gaulle en 1948 : « Des syndicats nouveaux seront amenés à se constituer ». Amenés, sans doute, mais par qui ? C'était toute la question.  
(3) Voir, dans le même Cahier d'Article 31, l'histoire de cette officine.  
(4) Voir, sous le même titre, l'ouvrage de Marcel Caillaud, Editions sociales, 1977, ainsi que celui de Henri Rollin, militant chez Simca-Chrysler, Editions sociales, 1977.

## NOTES DE LECTURE

### « L'extrême droite au travail »

« Contre les ouvriers : c'est l'ultralibéralisme, le patronat de choc et ses milices... A la recherche des ouvriers : c'est le national-populisme et ses syndicats jaunes... Avec les ouvriers : c'est le fascisme ! » (1)

Article 31 a renouvelé sa formule éditoriale, se transformant en publication trimestrielle d'information sur l'extrême droite, outil au service de la réflexion, du débat et de la riposte.

La nouvelle livraison, après celle sur les « théocrates » est consacrée à l'extrême droite dans le monde du travail. Dans le patronat, les conseils d'administration, les chambres de commerce et d'industrie, dans les organisations patronales, certes, mais aussi chez les salariés, et pas seulement dans les bandes armées ou chez les jaunes. Toutes les organisations syndicales avouent un nombre d'adhérents électeurs du Front national : il reste à craindre qu'avec la crise du mouvement ouvrier et l'affaiblissement des organisations syndicales il ne devienne plus facile pour l'extrême droite de véritablement s'y implanter. Le Pen ne lancait-il pas en ce 1<sup>er</sup> Mai 1990 : « Travailleurs français, où sont les organisations syndicales ? »

L'extrême droite, sous toutes ses formes, a fait maintes tentatives qui sont pour la plupart des échecs : que ce soit l'Union générale des travailleurs (UGT) d'Ordre nouveau, ou l'Association pour un syndicalisme libre (ASL) du Parti des forces nouvelles, ou l'Union des syndicats indépendants du Front national.

Le grignotement par entrisme (2) a certainement mieux réussi, mais là il manque cruellement un panorama d'implantation dans les organisations syndicales ; ce qui aurait permis d'évaluer le danger réel et d'éclairer les enjeux pour un Jean-Marie Le Pen. Cette carence peut sans doute être comblée par un tel article : si cette implantation est difficile à établir, n'est-ce pas le signe des difficultés de l'extrême droite de gagner les salariés ? Mais d'autres peuvent s'inquiéter d'une telle méconnaissance qui semblerait alors être l'arbre qui cache la forêt. D'autant que des implantations dans la fonction publique (Education nationale, PTT, Santé...), dans les transports (RATP, SNCF, Air Inter...), chez les dockers, dans les banques, ou dans la police sont flagrantes.

L'axe principal de l'extrême droite c'est son opposition à l'intervention de l'Etat et à tout ce qui peut entraver la liberté patronale : son « apolitisme » affiché, s'appuyant sur l'anticommunisme, laisse ses membres dans le camp capitaliste, quoiqu'ils en disent : libéraux ou paternalistes chrétiens, solidaristes ou néo-nazis. Le programme du Front national forme le corps des revendications de l'extrême droite en milieu salarié, avec des nuances, selon qu'il s'agisse du secteur privé ou du secteur public : désétatisation, déréglementation administrative, réduction de la fiscalité, liberté des prix, de licenciement et de fixation des horaires de travail, suppression des conventions collectives, limitation — voire suppression — du droit de grève, création de lois antitrust et anticartels, instauration du capitalisme populaire... Ainsi un tract est distribué à Renault-Billancourt, prônant que « le capital n'appartient ni à l'Etat ni au secteur privé, mais aux travailleurs de cette entreprise, qui doivent réaliser une expérience de type nouveau : le partage du capital... la cogestion sur la base de la copropriété. »

Article 31 nous rappelle aussi le modèle corporatiste que vénèrent les militants d'extrême droite, celui de Salazar, de Franco ou de Pétain : corporations, ou syndicats verticaux, dans les quels collaborent salariés et patrons aux « mêmes » intérêts.

Article 31 est une revue à lire aussi pour ses articles sur les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, en attendant une autre livraison, qui approfondirait, par exemple, l'utilisation révisionniste des pensées comme celle de Sorel et de Proudhon par cette extrême droite.

Hélène (gr. Pierre-Besnard de Paris)

(1) Les Cahiers d'Article 31, « L'extrême droite au travail », en vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 65 francs.  
(2) L'entrisme est pratiqué surtout en direction de Force ouvrière, de la CFTC et de la CGC, parfois en direction de la CFDT.

Rédaction-Administration

145, rue Amelot

75011 Paris.

Tél. : (1) 48.05.34.08.

le monde  
**libertaire**

Tarif

	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n° <input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois	13 n° <input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois	25 n° <input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an	45 n° <input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom ..... Prénom .....  
Adresse .....  
Code postal ..... Ville .....  
Pays .....  
A partir du n° ..... (inclus).  
Abonnement de soutien   
Chèque postal  Chèque bancaire  Autre

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.  
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :

145, rue Amelot, 75011 Paris  
Directeur de publication : André Devriendt  
Commission paritaire n°55 635  
Imprimerie : Gaspard-Monge,  
55, rue du Fosse-Blanc, 92230 Gennevilliers  
Dépôt légal 44 145 — 1<sup>er</sup> trimestre 1977  
Routage 205 — Publi Routage  
Diffusion SAEM Transport Presse

CRISE DU GOLFE

# Le pétrole n'est pas idéologique

**L**a crise du Golfe persique apparaît désormais comme un gigantesque coup monté. Sinon, à quoi servent donc les espions et les satellites militaires dont on vante les performances ? Le Pentagone et les chancelleries occidentales étaient au courant des préparatifs militaires irakiens, il n'y eut pourtant aucuns pourparlers diplomatiques pour prévenir la guerre. De leur côté, Saddam Hussein et les dirigeants irakiens ne pouvaient ignorer les conséquences internationales de leurs actes. Il fallait donc que le jeu en vaille la chandelle et arrange beaucoup de monde pour que chacun aille jusqu'au bout... ou presque.

## L'enjeu économique

L'enjeu, on le sait, est pétrolier, militaire et géopolitique. Il est économique. Rappelons que les prix du brut n'avaient jamais été aussi bas depuis le choc pétrolier de 1973. Cela mécontentait les grandes compagnies, les fameuses « majors » ou « sept sœurs », qui voyaient leurs profits rognés et les pays de l'OPEP qui avaient besoin d'un réajustement pour éponger leurs dépenses, à commencer par l'Irak exsangue de sa guerre contre l'Iran. Cheik Yamani, l'ancien ministre saoudien du pétrole, avait même prévenu dès janvier de cette année : « Si les prix du brut restent plusieurs années au niveau actuel (...), les pressions exercées sur les capacités de l'OPEP risquent de s'intensifier jusqu'au point où il y aura une hausse brutale des prix ».

La diminution des prix du pétrole au cours des dernières années provoqua, en

effet, l'abandon des exploitations coûteuses (Alaska, Sibérie) au profit des productions faciles du Moyen-Orient. Simultanément, la consommation d'énergie augmentait dans un contexte de nouvelle croissance économique. Autrement dit, le Moyen-Orient devait fournir toujours plus de pétrole à moindre coût. Il n'en profitait donc peu tandis que les compagnies pétrolières craignaient cette situation de dépendance. L'agression irakienne fut le catalyseur bienvenu qui permit de réajuster le marché.

Les dollars libérés par la hausse du prix du pétrole permettront par ailleurs de combler le déficit budgétaire des Etats-Unis, dont les bailleurs de fonds habituels, allemands et japonais, ont actuellement d'autres préoccupations. A 30 \$ le baril, c'est 150 milliards de \$ par an qui se transformeront pour partie en bons du trésor américain. L'installation de l'armada militaire américaine dans le désert saoudien apparaît alors comme la cerise qui vient couronner le gâteau bien crémeux.

Enfin, la récession économique est l'occasion pour le capital international de poursuivre sa restructuration sur le dos des salariés. Un directeur du groupe Paribas ne le cache pas : « Payer en termes de pouvoir d'achat des ménages le surplus de facture énergétique pour préserver l'outil de production, c'est-à-dire les entreprises. En clair préserver les profits, les investissements et les emplois (sic) en pratiquant une politique d'indexation zéro ». Oui, c'est vrai, on peut difficilement être plus clair !

Mais jusqu'où vont-ils donc aller ? C'est la question que l'on se pose, mais si l'on veut y répondre il ne faut pas se méprendre sur la réalité de ce « ils ».

Emirs ou dictature, démocratie parlementaire ou stalinisme réformé, il s'agit d'Etats œuvrant pour leurs intérêts, ceux de leur classe dirigeante, politique et économique. Comment peut-on alors, pour « régler le conflit », invoquer la « communauté internationale », euphémisme qui désigne l'organisation auto-désignée de ces mêmes classes dirigeantes ? Comment peut-on en appeler à la pondération, à la sagesse de ceux qui organisent précisément la guerre ? S'agit-il « d'isoler moralement et pacifiquement l'Irak » ou de dénoncer la supercherie internationale ?

## Ni Nord ni Sud, des rivalités d'Etats et de capitaux

En prétendant également que le conflit oppose les pays du Nord aux pays du Sud, on oublie la diversité des situations géographiques d'un côté comme de l'autre. On masque aussi et surtout ce qui les organise sur un mode quasi identique tout en les divisant : la structure politique de l'Etat moderne.

Des blocs peuvent se constituer entre Etats, mais ils peuvent se dissoudre. Malgré des querelles apparentes, des alliances objectives ou réelles peuvent se nouer. Les ennemis d'hier deviennent les alliés de demain, et vice-versa. Le recours à des mythes, à des supra-nationalismes, les appels au peuple ou les guerres saintes ne sont que des moyens pour les classes dirigeantes de créer leur empire, qu'il soit arabe ou américain. Enfin quoi, le conflit entre l'Irak et l'Iran n'aurait-il pas existé, avec ses 1,5 million de morts, ses 400 milliards de \$ dépensés par les belligérants, ses trafics

d'armes venant de tous les pays (du « Sud » y compris comme le Brésil ou la Chine) ?

Partout le nationalisme règne, et la culture — « ce champ de bataille idéologique du système-monde moderne » comme le dit fort justement Emmanuel Wallerstein — est utilisée pour faire s'entretenir les peuples sous prétexte de valeurs différentes, au bénéfice des dirigeants. Le culturalisme, qui exalte la différence et qui abandonne la critique religieuse, constitue le plus sûr moyen pour encourager les nouveaux apprentis sorciers étatiques issus de la décolonisation à jouer au Moyen-Orient le sinistre remake de la guerre de 1914-1918. Ce n'est pas un hasard idéologique si le Front national, au sein duquel la « nouvelle droite » n'a cessé de propager le culte de la différence, rejoint les positions des pan-nationalistes arabes.

Prenons la déclaration d'Hamadi Essid, l'ambassadeur de la Ligue arabe à Paris qui critique « l'impérialisme primaire » (sic) consistant à parler des richesses du tiers monde comme de ses propres biens et de faire appel pour justifier cette appropriation aux « valeurs occidentales » bien sûr uniques et exclusives, à Dieu, celui civilisé et laïc qui bénit les GI's et protège l'Occident. Remplaçons Dieu par Allah (ou par Jehovah, par Brahma dans d'autres lieux et circonstances), laïc par islamique, occidental par arabe, GI par Moudjahidin, et nous avons un véritable plaidoyer pour un autre impérialisme (secondaire ?), non moins redoutable que le précédent.

Malgré ce qu'en a dit un tract, nous ne sommes pas pour un « nouveau partage juste et équitable des richesses du Golfe dont les bénéficiaires seraient en priorité

les populations du tiers monde ». Nous, anarchistes, savons que la terre et ses fruits sont à tout le monde et qu'il ne peut y avoir partage sans contrôle préalable de ceux qui font pousser ces fruits : les travailleurs, et non ceux qui les exploitent. D'ailleurs, ces Etats moyen-orientaux redistribuent-ils la rente pétrolière à leur peuple ? Font-ils venir philanthropiquement la main d'œuvre pakistanaise, indienne ou philippine pour lui faire profiter d'une manne tiers mondiste ? Leurs investissements dans les pays occidentaux préparent-ils la grande redistribution des richesses pour la non moins grande nation arabe ? Si c'était vrai, ce serait de magnifiques scoops...

Philippe Pelletier  
(gr. Nestor-Makhno de Saint-Etienne)

## Crise du Golfe... à bas la guerre !

Le samedi 20 octobre une grande manifestation pacifiste et antimilitariste est prévue en riposte à la crise du Golfe.

Dès à présent, nous vous invitons à y participer au sein du cortège de la Fédération anarchiste.

De plus amples détails, comme le lieu et l'heure du rendez-vous, vous seront communiqués dans notre prochain n°.

## GOLFE

# Appel aux pacifistes

Bien que déjà publié dans le n° 793 du *Monde libertaire*, il nous a semblé utile, au regard de l'actualité brûlante, de rediffuser le contenu de l'« Appel aux pacifistes » lancé par la Fédération anarchiste, l'Union des anarchistes et l'Union pacifiste de France.

**N**ous, partisans de la paix et considérant le recours à la force armée comme contraire à l'humanisme qui doit inspirer toute société sortie de la barbarie, condamnons en bloc le déploiement militaire du Proche-orient.

Le coup de force de l'Irak au Koweït demeure une manifestation éloquent du militarisme de notre époque qui vient s'ajouter aux nombreuses cruautés perpétrées par le régime de Saddam Hussein.

Les dommages subis par les populations du Koweït et les souffrances endurées par celles de l'Irak sous la botte de son matamore suffisent pour comprendre que l'ordre du jour est à la sagesse et au dialogue et non aux démonstrations de force morbides et dangereuses.

L'escalade militaire et son ultime conséquence la guerre constituent des méfaits immensément plus dramatiques que ce qu'elles prétendent réparer.

Comment ne pas relever l'opportune création d'un nouvel « ennemi », au Sud, pour remplacer celui de l'Est ?

Comment ne pas y voir l'œuvre des lobbies militaro-industriels toujours prompts à imposer leur entreprise de mort ?

Nous dénonçons l'arrogance de la caste politique qui non contente de soutenir des tyrans voudrait dans des « unions sacrées » tapageuses en faire payer la facture aux peuples par le sang et la sueur lorsqu'elle s'estime trahie.

Les sacrifices que le CNPF et le gouvernement exigent de la population sont une manifestation supplémentaire du cynisme de nos dirigeants

que, d'ailleurs, les « professionnels de l'information » ne manquent pas de relayer servilement.

L'inconséquence de l'ordre étatique et capitaliste mondial ne saurait réclamer de tels sacrifices humains. Il n'y a pas à mourir pour Koweït-City puisque ceux-là mêmes qui le veulent ont armé la haine et des fous dangereux.

L'Irak s'il doit être sanctionné peut l'être pacifiquement, dans un isolement moral et par l'interdiction de toute coopération qui profite directement au régime. Affamer l'Irak serait une erreur que l'esprit de justice doit rejeter, tant les premières victimes en seraient les populations civiles.

L'exigence humaine de vivre libre, décemment et en paix ne se mesure pas à la capacité d'une société à faire rendre gorge à un adversaire, mais à la volonté de résoudre les conflits humains par la raison, l'entraide et la dignité.

La duplicité, la responsabilité collective, la gabegie capitaliste et leurs propres manquements au droit dont ils se recommandent, ne fondent aucun des Etats engagés dans cette aventure à se faire les gendarmes du monde et encore moins les justiciers.

La solidarité humaine n'est pas la raison d'Etat et nous restons convaincus que les seuls ennemis véritables des régimes iniques et cruels, ou de ceux qui les soutiennent ou les installent, ce sont les hommes et les femmes qui les subissent, de ceux-là nous sommes solidaires, ceux-là sont habilités à s'en libérer.

Pour toutes ces raisons, nous déclarons irrecevable l'usage de la force ou bien même sa menace.

Nous nous engageons à combattre les velléités guerrières de la France et nous demandons à l'opinion publique internationale d'opposer un front du refus à l'agressivité de l'ensemble des Etats impliqués.

Ce sont là nos objectifs, faire barrage aux logiques de guerre et faire converger un mouvement en faveur de la paix ; telle est l'urgence. Rejoignez notre appel !

Fédération anarchiste, Union des anarchistes, Union pacifiste de France

### Liste des signataires

Outre Michel Auvray, J.-C. Babois, Bernard Clavel, Henri Laborit, Serge Livrozet et Michel Ragon qui furent nos premiers signataires, nous avons recueilli les signatures de : Madeleine Briselance (SOS-Tahiti), Cheheb (chanteur), Thérèse Collet (UPF), R. Gutierrez (sculpteur), C. Goffi (secrétaire nationale du mouvement chrétien pour la paix de Belgique), Denis Langlois (avocat et écrivain), T. Le Goff (chanteur), Malaplate (peintre), A. Michel (CNRS), Michel Parré (peintre), A. Ponte (sculpteur), A. Piir (peintre), A. Robert (peintre), L. et H. Salamolins (enseignants Sorbonne), Francesca Solleville (chanteuse), V. Tenezé (peintre), N. Trumel (peintre), C. Zeinert (peintre), A. Zelensky (Professeur), L. Zunino (peintre), CASDAL de Périgueux, CNT-Dordogne, CNT-Tolbiac, On a fait !, MAD...

## PARTISAN DE LA PAIX

# L'écrivain Michel Ragon

*Le Monde libertaire* : Depuis le début du conflit, à quel incident, prise de position ou événement avez-vous été le plus sensible ?

**Michel Ragon** : Ce qui m'a le plus étonné, depuis le début du conflit c'est l'esprit cocardier, la réapparition du thème « guerre fraîche et joyeuse » que nous diffusent les médias, particulièrement les chaînes de télévision. Comme en 1914, tous ces journalistes sont prêts à en découdre. Ils veulent casser de l'Arabe. Nous sommes les plus forts. Le Clemenceau démarre, le monde n'a plus qu'à trembler. C'est à la fois ridicule et consternant.

*Le Monde libertaire* : Quel aspect de la crise (menace de guerre chimique, voire nucléaire ; amorce de confrontation armée Nord/Sud ; gains de fanatismes divers) vous inquiète-t-il le plus particulièrement ?

**Michel Ragon** : Ce qui m'inquiète le plus c'est justement cet esprit guerrier dont les hommes ne sont pas guéris, aussi bien l'esprit guerrier et le fanatisme religieux des Arabes, que celui des Européens. Le monde a fait des progrès techniques prodigieux mais l'homme lui, n'a pas bougé depuis des millénaires. Pas de progrès depuis Socrate et Platon.

*Le Monde libertaire* : Quelles possibilités de développement voyez-vous au front du refus contre les velléités guerrières ?

**Michel Ragon** : Guère de possibilités. Louis Lecoq n'a pas sauvé la paix en 1940 avec son manifeste *Paix immédiate*. Notre manifeste ne sauvera pas non plus la paix si ceux qui nous gouvernent veulent faire la guerre. Mais il faut quand même protester, tempêter. Il faut sauver l'honneur et la morale. C'est tout. Il faut dénoncer la guerre capitaliste du pétrole, comme la guerre impérialiste de l'Irak. Il faut dénoncer la conjuration internationale des pays industrialisés qui se scandalisent de la guerre coloniale de Saddam Hussein et n'ont pas bougé le petit doigt lorsque la Syrie a envahi le Liban, lorsque la Chine a envahi le Tibet. Faute d'autre chose, il faut avoir la prétention d'être la conscience des derniers hommes libres et indociles.

Propos recueillis par Alain Dervin (gr. Pierre-Besnard de Paris)

DECES DE MICHEL LEIRIS

# Paradoxes et cohérence

**M**ICHEL Leiris s'est éteint le 30 septembre 1990, sans bruit, parvenu au terme d'une condamnation à vivre débouchant sur l'inéluctable.

Il était né, en 1901, dans une famille bourgeoise, cossue et ouverte aux arts. « Tante Lise », cantatrice « castratrice » et Raymond Roussel, qui venait régulièrement chanter du Massenet avec son père, enchanteront sa jeunesse et c'est tout naturellement qu'en 1921 il rencontrera Max Jacob, qui lui mettra le pied à l'étrier de l'aventure poétique et littéraire.

En 1924, il rejoint les surréalistes et publie ses premiers textes dans *La Révolution surréaliste*. Un recueil de poèmes, *Simulacres* (1925), des nouvelles, *Grande fuite de neige* et *Le Point cardinal* (1927) et surtout *Aurora* (paru en 1946, après l'écrasement du fascisme) jalonnent cette période qui s'achèvera en 1929, à l'occasion d'une brouille avec Breton pour « désaccord idéologique ». Commence alors une étape difficile, car sans profession ni revenus stables Michel Leiris prend la mesure de son « inutilité » et entame une psychanalyse.

En 1931, l'ethnologue Marcel Griaule lui propose de participer pendant deux ans à la « mission ethnographique et linguistique Dakar-Djibouti » comme... secrétaire-archiviste. Leiris accepte la proposition en pensant trouver à l'occasion de renoncer à la littérature et... il revient d'Afrique avec un

livre majeur : *L'Afrique fantôme*. Ce livre propose une réflexion de fond sur l'ethnologie et sur le colonialisme qui fera de cet ouvrage un « classique ». Est-il besoin de le préciser *L'Afrique fantôme*, paru en 1934, valut à Leiris quelques solides inimitiés. Cela ne l'empêcha nullement de persévérer.

## La mort sur l'avant scène

En 1950, il publie *L'Ethnologue devant le colonialisme*, en 1951, *Race et civilisation* et la même année *Contacts de civilisations en Martinique et en Guadeloupe*. En 1938, il fonde, avec Bataille et Caillois, le Collège de sociologie. Son objectif est alors « d'entamer un travail critique ayant pour objet les rapports mutuels de l'être de l'homme et de l'être de la société ». En 1939, il publie *L'Age d'Homme*, premier d'une longue suite d'ouvrages autobiographiques. *Biffures*, en 1948, *Fourbis*, en 1955, *Fibrilles*, en 1966 et *Frère bruit*, en 1976 borneront cette suite inlassable de soi-même. Après *Frère bruit*, Michel Leiris va poursuivre son entreprise d'ethnologie autobiographique, mais chacun de ses livres (*Le Ruban au cou d'Olympia*, en 1981, *Langage, tangage ou ce que les mots me disent*, en 1986 et *A cor et à cris*, en 1988) conçu comme étant le dernier place désormais la mort sur l'avant scène de ses obsessions.

L'œuvre de Michel Leiris est ample et parcourt en tous sens les espaces

infinis de l'introspection. Sur le fond comme sur la forme, Leiris dont la modestie n'était pas feinte car, consécutive à son intransigeance, constituait une référence incontournable. Il était apprécié de tous.

Mais qu'on ne s'y trompe pas cet ethnologue du monde et de lui-même n'était pas pour autant un reclus, claqué dans une tour d'ivoire. Le politique et le social n'étaient nullement, pour lui, l'objet d'un quelconque mépris. Bien au contraire !

C'est ainsi notamment qu'en 1928, il effectua un bref passage au Parti communiste, que pendant la guerre il fit partie du réseau de résistance du « Musée de l'Homme », qu'il fut signataire du *Manifeste des 121* pendant la Guerre d'Algérie, qu'il participa en 1968 au congrès des intellectuels à La Havanne et qu'il interviendra enfin pour la libération de Nelson Mandela.

Tout compte fait, cet écrivain qui pour être reconnu n'en demeura pas moins peu connu, qui en 1980 refusa le Grand Prix national des Lettres et dont on parlait pour le Nobel aura réussi l'exploit — signe des temps, en ces temps où le signe est roi — lui qui ne se faisait aucune illusion sur son utilité de désormais nous manquer. Gageons cependant que si avec sa disparition une page s'est refermée, d'autres ne manqueront pas maintenant de s'ouvrir.

Jean-Marc Raynaud

CONTRIBUTION SOCIALE GENERALISEE

# Les sociaux sont-ils masos ?

**B**ÉRÉGOVY s'étant défilé, c'est le chevalier rocardien à la triste figure, Claude Evin, qui est parti en croisade pour cette fameuse « Contribution sociale généralisée » (CSG). Certains en concluent que les sociaux ont donc décidé de perdre les prochaines élections...

Certes, le Monde du 28 septembre affirmait très sérieusement que « hormis FO, la CFE-CGC et la CGT (...) rares sont ceux qui contestent le bien-fondé d'une réforme qui élargit l'assiette du financement de la Sécurité sociale ».

Manque de bol, cette « assiette élargie » déplaît, selon les sondages, à un Français sur deux, sinon deux sur trois. Le Monde aurait dû, donc, écrire que « hormis la CFDT, une partie de la FEN et les caciques du PS, assez rares sont ceux qui admettent le bien-fondé, etc. » !

Mais qu'importe, puisque Mauroy vient justement de rappeler à Rocard que le rôle de l'« homme d'Etat » c'est de « prendre des décisions à contre-courant de l'opinion ». Et même, ajouterons-nous, de faire strictement le contraire de ce qu'il avait promis quand il n'était pas encore « homme d'Etat »...

## Ça ressemble à un impôt, mais...

Les deux tiers ou les trois-quarts de la trentaine de milliards récoltés par la CGS iront à la Caisse nationale d'allocations familiales. Le reste est destiné à la Caisse nationale d'assurance-vieillesse. On peut donc observer, à ce propos, que les retraités contribueront à renflouer... leur propre caisse. Evin aurait pu tout aussi bien annoncer : à partir du 1er janvier 1991, les pensions des retraités qui paient un impôt sur le revenu seront

diminuées de 1,1%. C'est pareil pour les chômeurs, les licenciés « bénéficiaires » de garanties de ressources, les invalides, les salariés en arrêt pour maladie, dont les indemnités, les allocations seront ponctionnées « à la source ». L'effet aurait été désastreux. Alors on nous présente cette contribution, qui ressemble à un impôt, mais qui n'en est pas un, comme une grande œuvre de solidarité destinée, affirmant conjointement M.M. Evin, Mauroy et Kaspar, à réduire les inégalités.

## La solution la plus simple

De son côté le Monde cite Matignon : « A revenu égal, contribution égale. C'est la base d'une plus grande justice sociale ». On serait tenté d'applaudir à tant de bonté si on ne réalisait pas que ces jésuites de Matignon, du Monde et de la CFDT réunis voudraient nous faire oublier que les prélèvements proportionnelles n'ont pas le même poids pour un retraité à 6 000 francs mensuels et pour un PDG à 15 « briques ». (De même que, dans l'autre sens, les augmentations de salaire en pourcentage sont bien plus juteuses pour le haut de la hiérarchie, tout le monde sait ça, sauf les sociaux peut-être ?)

Il est difficile, pour le moment, de dresser le bilan de l'opération, et il faut prendre avec précaution les chiffres officiels destinés à nous prouver que les petits revenus seront soulagés grâce à la suppression du 0,4% et, pour les salariés, à la diminution de la cotisation vieillesse. D'autant plus qu'on nous annonce aussi que la CSG prélèvera 22 milliards sur les salaires, 5 milliards sur les revenus de remplacement (retraites, préretraites, indemnités de la Sécu, allocations de chômage, d'invalidité, etc.) et... 3 milliards sur

les revenus du capital. La justice sociale est en marche. Mais il lui faut une béquille !

Quant aux professions libérales et commerciales, elles ne paieront pas plus, au total, que les retraités, les chômeurs, les invalides, les malades. Certes, il n'est jamais aisé de connaître les revenus de ces braves gens, mais on sait qu'il y en a tellement dans la misère !

Pour compléter le tableau, ajoutons que les entreprises ne paieront pas un radis de plus, une nouvelle cotisation vieillesse devant être compensée par la baisse de 1,3% de la cotisation patronale aux allocations familiales. (Il y a des années que le CNPF demande la fiscalisation complète des ressources des allocations familiales. Ce n'est donc, peut-être, qu'un début...)

En définitive, outre les retraités et une partie des chômeurs, ce sont les salariés « moyens » (ouvriers qualifiés, employés, techniciens, enseignants, etc.) qui connaîtront le privilège d'apprécier la « Contribution sociale généralisée » à sa juste valeur. Chaque année, le Parlement pourra en réviser le taux. En fonction des besoins, bien sûr...

Si la CFDT se félicite de ce « financement plus juste », la CGT et FO redoutent une mainmise complète de l'Etat sur la Sécu. Mais pour Claude Evin la CSG est « la solution la plus simple ».

Plus simple, évidemment, que de ponctionner, par exemple, le budget de la guerre ou les profits des spéculateurs qui gagnent « leur » argent en dormant.

Pour conclure, rassurons nos lecteurs : les sociaux ne sont pas masos, ils n'ont pas décidé de perdre les élections. Mais ayant pour vocation de gérer loyalement le système que voulez-vous qu'ils fassent d'autre, les pauvres ?...

Sébastien Basson

# EN BREF

JOURNÉE INTERNATIONALE DE SOLIDARITÉ AVEC LES PEUPLES INDIENS

Ce rendez-vous annuel, tant attendu, est prévu pour le samedi 13 octobre, à partir de 15 heures, au Théâtre Georges-Pompidou, 142, rue de Fontenay, à Vincennes (M<sup>o</sup> Château-de-Vincennes ou RER Vincennes). Au menu : films et spectacles avec la participation de délégations mohawk, guatémaltèque et colombienne.

Ce sera également l'occasion du lancement de la campagne « 500 ans de résistances indiennes et populaires en Amérique latine ». Nous vous invitons à venir nombreux exprimer votre soutien aux peuples indiens.

## RENCONTRE

Le Mouvement français pour le planning familial et le Collectif féministe contre le viol organisent une rencontre avec Ginette Larouche, auteur du livre *Agir contre la violence*, le jeudi 18 octobre de 20 h à 22 h 30, au siège du MFPF, situé au 4, square Saint-Irénée (M<sup>o</sup> Saint-Antoine),

75011 Paris. Participation aux frais : 20 F.

## ARMEMENT

Les « verts » épinglent Valéry Giscard-d'Estaing et François Mitterrand au parlement européen : de 1970 à 1988, la France a vendu à l'Irak 526 chars, 418 avions, 118 hélicoptères et 1018 missiles Exocet, de quoi s'en payer une bonne !

## A PARAITRE

*Résistances à la militarisation en France et en Europe... Poutac 1990*. Plus de 100 pages vous seront livrées à Noël. Souscription : 50 francs (port compris). Les chèques sont à libeller à l'ordre de APEL et à envoyer au COT, BP 229, 81006 Albi cedex

## PARUTION

*Ramassis d'infos sur la militarisation de l'enseignement*. Prix 15 F un exemplaire + 3,40 F de port et 12,50 F les 10 exemplaires (franco de port). Chèques à libeller à l'ordre de APEL c/o COT, BP 229, 81006 Albi cedex.

## DETENTION

# Déclaration de Daniel Köhl

Daniel Köhl est en prison pour longtemps. En 1987, il a participé aux mutineries de Saint-Maur. A cette occasion, les matons n'ont pas été particulièrement tendres puisqu'il aura fallu l'intervention des « gros bras » du GIGN pour stopper les violences de ses gardiens.

Son procès en appel se déroulera le 18 octobre. Il témoigne à nouveau, comme il a pu déjà le faire, dans nos colonnes, au printemps. — « Je me nomme Daniel Köhl, j'ai 33 ans et suis un « éliminé social ». Au delà du verdict du 28 mai 1990, à Châteauroux, « juridique » en son esprit, « politique » en ses conclusions, je tiens à rappeler le fait que précédemment à ce verdict, j'ai déjà été jugé par le tribunal intérieur des prisons, le prétoire. Le directeur de ce tribunal étant juge et partie, j'ai été condamné sans enquête préalable, sans débat contradictoire, sur des motifs dénués de toute justification de droit. Sanctionnant plus l'identité, la personnalité, le caractère de l'individu que les faits eux-mêmes. Tout ceci dans l'arbitraire le plus total, sans défenseur et sans appel. Je me suis retrouvé flanqué d'une peine de 45 jours de mitard et mis à l'isolement total. se sont ajoutées des rétorsions et de repréailles : rapports intempestifs, remises de peines supprimées, ajournement de conditionnelles, demande refusée de commuer une peine, tabassage.

En prison, plus les individus sont criminels, crapuleux, délateurs, vil et lâches plus l'administration se charge d'en faire de précieux collaborateurs et auxiliaires. Exemplarité de la peine et morale pénitentiaire obligent. Ce qui fait que ces précieux collaborateurs de l'Administration pénitentiaire (AP) ne figureront jamais parmi les habitués locaux des Quartiers de sécurité et des mitards.

Aussi, lorsque nous demandons dans nos revendications : l'abolition du prétoire, des quartiers d'isolement, du mitard ce n'est pas le fait de la « chaleur estivale » où du problème de la « surpopulation » ou encore de notre « âge mental de 16 ans », mais c'est le désir et le besoin de conserver notre dignité et notre identité qui nous guide. Le « confort programmé » des prisons cache, sous sa façade « humaniste », la réalité et la volonté d'enfermer, de cloisonner dans un espace vital réduit à la cellule. Cette attitude de façade tend à justifier les peines de mort déguisées que sont les peines incompréhensibles de 20 à 30 ans. Quelle mascarade, alors, de parler de réinsertion.

Pour conclure, je réaffirme ma solidarité vis à vis des revendications faites le 13 novembre 1987 par les détenus de la prison de Saint-Maur et d'ailleurs, en les reprenant à mon compte. Non ce n'est pas un crime et je m'étonne de ne pas avoir vu défilé dans les rues, lors de l'auto-amnistie de certains élus, les donneurs de leçons, alors que des mômes — « voleurs de cacahuètes » — crouissent dans les « belles » prisons françaises. »

Daniel Köhl

(texte transmis par le groupe Camillo-Berneri de la Fédération anarchiste)

## REPRESSION

## Mesnil-Amelot : le camp de la honte

Les camps de rétention, un fleuron de la gauche au pouvoir, qui suscitérent en leur temps quelques protestations avant de retomber dans l'oubli. Nous publions un témoignage bouleversant de camarades : l'expulsion d'un ami.

Le 29 août 1990, nous avons pu comprendre la différence qu'il y avait entre lire et vivre. Depuis longtemps des copains et des militants se battaient contre les camps de rétention. Mais vous savez ce que c'est, on se dit que c'est une barbarie de plus.

Le 27, nous apprenons que Jérôme, un copain ivoirien, a reçu la visite de deux inspecteurs pour aller signer gentiment des papiers.

Il les suit. Une fois dans la voiture, les menottes lui sont mises. Il lui manque une promesse d'embauche, il est donc clandestin. Le lendemain matin il est jugé !

Les avocats ne se sont pas déplacés, faisant comprendre qu'ils représentaient tout de même une profession libérale... pas d'argent, pas de défenseurs.

Seul, face au tribunal, il voit son expulsion décidée. Le soir même, il dort à Mesnil-Amelot, près de Roissy, en camp de rétention. Le lendemain nous nous y rendons.

Nous savions déjà que ces « centres d'hébergement » se trouvaient sur les anciens camps de transit nazis de la seconde guerre mondiale, mais une fois arrivé, on a beau être sans illusion sur l'Etat, on reste suffoqué. Des baraques de chantier sont alignées à la mode d'Auschwitz. « Ce n'est pas un camp de concentration, c'est un traiteur qui fournit la cantine »

répète un garde. La copine de Jérôme, n'ayant pas ses papiers, ne peut pénétrer dans une enceinte « cernée » par les graffiti du PNF. Voilà pour la première impression.

Pour avoir droit à la visite, il fallu attendre 14 h 30. Aussi, pour passer le temps, l'un de nous se met à longer la clôture de barbelés. Aussitôt, l'alerte est donnée à tous les postes de garde, situés à 50 m. « Il faut dire que la nuit même — nous dira plus tard un « SS » — des Arabes se sont fait la malle et on a dû leur tirer dessus » (1). Enfin, à l'heure pile, nous entrons. On eût plus de chance que la femme ivoirienne qui avait ses papiers, mais qui ayant fait un séjour à la prison de Fleury-Mérogis, se vit refuser la visite. Un comité d'accueil nous attendait à l'intérieur. Les sous-fifres avaient répété à leur gardien-chef qu'un professeur d'histoire comparait les gardes du camp de rétention aux SS. La question est posée de savoir si cela est exact. L'enseignant reformule ses appréciations. Tout le monde s'énerve et l'on frise la bagarre. Pourtant, le hiérarque dit préférer porter plainte devant les tribunaux et court alors chez le directeur. Pendant ce temps, on peut discuter avec notre ami, ceci sous une surveillance rapprochée. Il n'y a pas la moindre intimité dans ce type de visite. Le gardien-chef, au bout d'un moment,

revient et tend ses papiers à l'enseignant, tout en brillant contre l'Education nationale. Le « grand » chef l'a calmé... pas de remous. Surtout pas de remous autour du camp, mur du silence oblige !

Au bout de 45 minutes, nous sommes poussés vers la sortie. Le chefailon ordonne à Jérôme de rester assis, comme le fait rarement un maître à son chien. Pour notre part ce même chefailon s'excuse d'avoir tutoyé le professeur, mais quand on lui parle de sa façon de traiter Jérôme il nous dit : « Ce n'est pas pareil lui, c'est de la merde ! ». Ainsi se termine la visite. De retour sur Amiens, conscients de baigner au sein d'un pays fascisant, nous enrageons de notre faiblesse devant l'existence de ces camps. Le fascisme est déjà là ! Ce n'est plus entre Bastille et Nation que doivent se dérouler les manifestations, mais du côté de Mesnil-Amelot, par exemple. La fascisation, il ne suffit plus de la dénoncer verbalement, il faut la montrer à tous ceux qui ont à cœur de l'écraser.

Jocelyne, Virginie, Frédéric et Pascal (liaison d'Amiens)

(1) au hit des propos fascistes entendus lors de notre visite voici ces bribes de phrases : « Ici, c'est nous qui avons le pouvoir », « Vos gueules là-dedans, c'est la France qui vous nourrit », « Ici, y'a que des violeurs, "des" qui distribuent de la drogue aux jeunes... »

## AVORTEMENT

## Les commandos lorrains

L'heure est à la remise en cause de la liberté de pratiquer l'avortement. Sous l'action du clergé, en France, des commandos attaquent les cliniques et en Pologne, l'avortement devient un acte illégal, passible de 2 ans de prison.

A Metz, le samedi 22 septembre, un commando anti-IVG intervient à 6 h 45, contre une clinique qui a l'habitude de pratiquer des IVG, ce jour de la semaine. Les IVG sont empêchées, ainsi que les autres interventions chirurgicales urgentes. L'occupation dure dix heures et a pour résultat quelques contrôles d'identité et surtout la satisfaction pour les anti-IVG d'avoir mené à bien pour la troisième fois en l'espace d'une semaine une opération « sauvetage ». En effet, ces dangereux illuminés ont réussi à bloquer deux autres hôpitaux (Saint-Louis, à Paris, le 17 et Lyon, le 18 septembre). Ce qui est très grave et qui s'ajoute à l'occupation des locaux est le fait que ces assoiffés de morale, à la sauce Goebbels, tentent de décourager les femmes encore hésitantes

à coup de pages d'Evangile et de discours à la maternité intéressée. Le mouvement Rescued espère ainsi par la technique dite du volte-face faire baisser de 50% les avortements comme aux USA. En France, 170 000 avortements officiels ont lieu chaque année.

Evidemment, ce réseau met en place des services « SOS-tout petit » qui accueilleront les nouveaux nés, mais au nom de quelle intention et de quelle morale ? : un service pseudo social au bénéfice d'un ordre nouveau.

Il est d'ailleurs à signaler que ce réseau avait déjà attaqué le planning familial à Nancy, en décembre 1983. Peu importe à ces commandos inspirés, leur devise est : « Traiter le vœu de Dieu avec une vision de manager ». Nous devons nous mobiliser face à ces capitalo-mystiques, mais surtout à propos du travail de culpabilisation qu'ils exercent sur les femmes souhaitant avorter et l'idée de criminalité que les médias véhiculent complaisamment, la « criminelle » étant évidemment la femme.

L'Allemagne « réunifiée » veut déjà limiter, sinon pénaliser le droit à l'avortement. En France aussi, l'ordre consensuel veut annihiler les luttes, alors rafraichissons lui la mémoire.

Bruno (gr. de Nancy)



## L'avortement sanctionné en Pologne !

En Pologne, le changement s'effectue à grande vitesse, la faucille et le marteau sont, désormais, remplacés par le crucifix. L'Eglise catholique attaque sur tous les fronts.

A l'école, les cours de matérialisme dialectique sont supprimés... la prière commune est imposée, avant et après chaque cours. Le catéchisme revient en force.

Ailleurs, le Sénat et la Diète (Assemblée nationale) viennent d'interdire l'avortement. Les vieux démons sont à nouveau de rigueur. Des peines de deux ans de prison seront infligées aux femmes et aux médecins avorteurs, comme cette loi l'exige. A ce propos, soulignons que des arguments que l'on croyait dépassés font leur réapparition : « Une femme honnête ne tombe pas en grossesse comme cela... pire encore, « Une femme qui ne le veut pas ne sera jamais violée ».

Ne reculant devant rien, l'Eglise réclame même un nouveau statut, en demandant la reconsidération de son rôle dans la Constitution. Il faut, dit-elle que « le nouveau président de la république jure sa fidélité à la patrie et à Dieu » (sic).

Au finish, la hiérarchie catholique réaffirme que « tous les bons Polonais sont contre l'avortement et que ceux qui s'y opposent (constituent) la mauvaise partie de la nation... ». Mauvaise partie de la nation qui manifesta bruyamment le jour du vote au Sénat contre la dictature des curés... « pire que la rouge ».

Michel Rousseau, Sylvain Eischenfeld (gr. Flores-Magon) et Alain Dervin (gr. Pierre-Besnard)

## EDUCATION

## Rentrée chaude dans la banlieue rouennaise

COMME l'a dit Jean-Marc Raynaud dans un Monde libertaire précédent, la rentrée scolaire s'est effectuée dans un certain calme. Les quelques 700 000 enseignants sont retournés tous, bien sagement, au travail. Tous ?

En non ! Quelques irrédicibles de l'agglomération rouennaise ont tenu à faire connaître haut et fort leur ras-le-bol de travailler dans des classes surchargées, ainsi que le manque de soutien supplémentaire pour les enfants non francophones, nombreux dans ces cités ouvrières.

Dès le jeudi 13, deux groupes primaires de Saint-Etienne-du-Rouvray, qui voyaient les deux postes obtenus l'an dernier après 8 jours de grève remis en cause, étaient à nouveau en grève pour les réclamer (ces 2 postes sont aujourd'hui reconfirmés). Ils ont vite été rejoints par des écoles qui étaient soit dans la même situation, soit solidaires. Le lundi suivant, sur Saint-Etienne-du-Rouvray, ils étaient 97% de grévistes pour les maternelles et 75% pour les primaires, à manifester leur refus de travailler dans les conditions imposées par l'académie : notamment 30 élèves par classe (28 en ZEP (1)) en maternelle.

Depuis 1987, plus de la moitié des instituteurs et des institutrices de maternelles du département de la Seine-Maritime appliquent le mot d'ordre du SNI-PEGC qui consiste à baisser l'effectif des classes d'un par an pour arriver à 25 en 1991. Cette année, les classes sont donc à 26 en moyenne. Si les années précédentes cela s'est passé sans problème, cette année la situation met en évidence la nécessité de créer des postes. En effet, ce sont 200 enfants à Saint-Etienne-du-Rouvray et 130 à Petit-Quevilly qui sont sur liste d'attente,

et beaucoup d'autres communes sont dans des situations analogues.

L'argument du SNI était bien sûr la lutte contre l'échec scolaire (la Seine-Maritime étant dans les 5 derniers départements au niveau de la réussite scolaire et de l'accueil en maternelle), de meilleures conditions de travail, et, à terme, l'ouverture de classes. Ce dernier argument s'avère aujourd'hui peu convaincant puisqu'il y a eu très peu d'ouvertures de classes en maternelle et que celles qui seraient nécessaires cette année sont refusées.

## Faire plier les inspecteurs

Tant que ce mot d'ordre restera au niveau départemental, les chances de faire plier les inspecteurs sont minimes.

Et pourtant... forts de l'unité avec les parents de la FCPE, le SNI, le SGEN et les municipalités (en l'occurrence communistes), les insits résistent au chantage de l'administration qui serait prête à faire un geste en ouvrant plusieurs classes si le blocage à 26 n'était plus appliqué. Tous les moyens sont bons : manifestations, délégations multiples reçues par l'inspecteur d'académie, blocages de routes, lettres aux élus, aux ministres, inauguration symbolique d'une école maternelle neuve mais... vide, etc.

Si les municipalités ont construit des écoles et prévus en moyens l'accueil des nouveaux arrivants, l'Etat, lui, prévoyait toujours la même rigueur dans l'embauche du personnel enseignant. Depuis juin 1987, il y a presque 3 000 élèves supplémentaires accueillis en élémentaire avec parallèlement 21 postes d'instituteurs sup-

primés. De plus 70 postes ont été prélevés sur les moyens de remplacements pour effectuer certaines ouvertures nécessaires et donc les « mini-victoires » rencontrées ici où là ne sont que relatives.

Ajoutée à la « guéguerre » interne aux municipalités PC-PS, les divergences Fabius-Jospin apparaissent nettement : en effet, le département aurait dû être doté de postes supplémentaires que le ministre aurait brusquement refusés. Les instituteurs et parents, au dessus de ces considérations politiques mettent en avant leur unité, leur fonctionnement collectif, au sein d'assemblées générales décisionnelles, mais ne sont-ils pas les jouets de ces rapports de force ? D'ailleurs le SNI ne s'y trompe pas, convoquer des assemblées générales semble son nouveau cheval de bataille alors qu'il était quasiment inexistant dans les coordinations entre les maîtres-directeurs il y a quelques années. Les communes de l'agglomération rouennaise étaient très largement mobilisées à l'époque et le conflit actuel montre non seulement l'apport important des coordinations dans l'apprentissage de l'auto-organisation, mais aussi une certaine lucidité sur la volonté de l'Etat de créer des ghettos en regroupant les enfants en difficulté. Existe également des dissensions entre les communes, en déshabillant Paul pour habiller Pierre, le nombre de postes alloués dépendant uniquement de leur répartition. Cette conscience ira-t-elle jusqu'à dénoncer l'institution elle-même, tant il est sûr que même avec 20 élèves par classe, l'école restera un outil de sélection sociale ?

Virginie (gr. de Rouen)

(1) ZEP : zone d'éducation prioritaire.

CRISE DU GOLFE

# L'économie des USA en déclin

(suite de la une)

La mutation dont il est question se manifeste en particulier par le mouvement du taux des investissements productifs, c'est-à-dire de la part des investissements dans le PNB. Au Japon, il atteint 22% du PNB en 1989. La même tendance se remarque dans la plupart des pays industrialisés. Dans ce mouvement cependant, les USA sont à la traîne. Le taux des investissements productifs, qui était de 12% en 79, n'est que de 9,6% en 89. Or ce taux influence le taux de productivité qui est déterminant dans la compétitivité internationale d'une économie. Il y a donc un déclin relatif de l'économie américaine qui représente quand même 40% de la production industrielle des pays de l'OCDE — contre 62% en 1950.

## Les chocs financiers consécutifs

La récession américaine ne se limitera cependant pas à une simple baisse de la production industrielle de ce pays et à l'accroissement du chômage. Elle peut conduire à des chocs financiers consécutifs à l'insolvabilité des entreprises, des banques, des sociétés immobilières, des collectivités publiques, qui pourrait secouer l'expansion des économies du Japon et de l'Europe. *The Economist* du 9 juin 1990 écrivait ainsi que « la Réserve fédérale est inquiète à cause de la croissance de la dette des entreprises américaines et de l'évidente fragilité du système financier domestique ».

Le rapport des forces entre les trois grands pôles économiques constitués par les USA, le Japon et l'Europe s'est modifié au détriment des Etats-Unis.

Si la relance de l'investissement productif permet d'expliquer la phase de croissance actuelle, il faut aussi tenir compte d'un certain nombre de remèdes mis en place par les pays industrialisés.

Le service de recherches du Congrès des Etats-Unis se fait l'écho de l'inquiétude des gros fournisseurs d'armes. Ils ne peuvent plus compenser la baisse des commandes du Pentagone par des ventes d'armes « même vers les pays riches producteurs de pétrole ». (IHT, 22 juin 1990.)

Or les pays du Proche-Orient ont constitué depuis le début des années 80 un colossal marché, avec des marges de profit importantes pour les entreprises d'armement, pour ces entreprises qui sont une des clés du système industriel à la fois américain, mais aussi français et britannique. L'Arabie

Saoudite a importé de 1981 à 1988 pour 46,7 milliards de dollars, l'Irak pour 45,7 milliards de dollars d'armement, auxquels il faut ajouter les achats des Emirats, de la Syrie, de l'Iran, d'Israël, de l'Egypte : au total, 250 milliards. A ces achats, il faut cependant ajouter les achats « induits », les pièces de rechange, la maintenance, les matériels d'infrastructure liés à l'effort d'armement.

## Les commandes d'armes

Pour payer ces matériels, il fallait évidemment vendre massivement du pétrole, ce qui conduit à une chute des prix, chute accentuée par la baisse du dollar depuis 1985.

Cette chute a eu pour conséquence la baisse des coûts de production des pays industriels : *The Economist* pouvait ainsi écrire que « l'écroulement des prix du pétrole en 1986 arrivait au bon moment, donnant un coup de pouce à la croissance des économies du Japon et des Etats-Unis, qui commençaient à s'essouffler ».

Diminution de la facture des produits énergétiques achetés, augmentation de la facture des armes vendues : le million de morts de la guerre Iran-Irak a indiscutablement stimulé les économies capitalistes. L'Irak et l'Irak ont produit plus de pétrole que l'Arabie Saoudite en 1989 : aujourd'hui ils doivent reconstruire et payer les arriérés de leurs factures de frais d'armement, alors que le prix du pétrole avait baissé début 1990...

Les chiffres ci-dessous montrent à l'évidence qu'il y a eu depuis vingt ans une explosion des dépenses militaires, lesquelles étaient constituées tout d'abord par des subsides offerts aux industries d'armement en prélevant sur le budget, c'est-à-dire sur les impôts, et ensuite par la compression des dépenses sociales et un endettement public accru.

- Augmentation du PNB des pays occidentaux entre 1970 et 1980 : 3,1%, augmentation des dépenses militaires : 0,8%.
- Augmentation du PNB des pays occidentaux entre 1980 et 1985 : 2,2% et augmentation des dépenses militaires : 5,7%.

On peut donc douter que l'amélioration du contexte politique international actuel s'accompagne d'une réduction des commandes d'armes : Chevenement, ministre des Armées, interrogé sur cette question, avait d'ailleurs clairement déclaré il y a quelques mois que qu'il n'en était pas question. S'exprimant devant la commission de la défense de l'Assemblée nationale, le 16 août, Chevenement avait ironisé sur

« l'euphorie qui a suivi la destruction du mur de Berlin » : « Certains ont immédiatement parlé de la possibilité d'engranger "les dividendes de la paix" », déclara-t-il.

« Pour ma part, j'avais alors appelé à plus de circonspection (...) Cet appel à la prudence était, il y a quelques semaines encore, quelque peu solitaire. Je pense que, aujourd'hui, chacun est ramené à une plus juste appréciation de la réelle nature de notre environnement de sécurité. »

En somme, la crise du Golfe arrive à point pour prouver que la fin de la rivalité Est-Ouest n'entraîne pas la fin des tensions dans le monde et qu'un appareil militaire important est plus que jamais nécessaire pour la protection des intérêts vitaux des sociétés industrielles.

Bernard Nossiter, dans le *International Herald Tribune* du 29 mai 90, déclare ainsi que depuis Reagan, « les budgets du Pentagone sont [encore plus] un important instrument de la gestion économique ». Le secrétaire à la Défense propose d'augmenter son budget de 302 à 303,3 milliards de dollars pour l'année fiscale 1991.

A ces différents facteurs s'ajoute un endettement public accru. La dette publique fédérale est passée aux Etats-Unis de 908 milliards en 1980 à 1 817 en 1985 et 3 107 en 1990. La dette publique en RFA a presque doublé depuis 1980 et dépasse 1000 milliards en 1989.

Ces remèdes ne peuvent être utilisés indéfiniment. Aux Etats-Unis le taux de profit diminue au premier trimestre 1990 : les investissements industriels stagnent ; la construction et l'achat de voitures, critères importants, reculent. La récession s'installe.

Traditionnellement, dans ces cas, le remède est constitué par l'injection d'argent, mais avec le déficit public colossal ce moyen ne peut plus guère être employé.

Six des dix plus grandes faillites de l'histoire américaine se sont produites pendant les 18 derniers mois. Selon certaines estimations, il faudra 456 milliards de dollars pour renflouer les caisses d'épargne.

## La militarisation croissante de la société américaine

Déficit du commerce et déficit du budget colossal, désindustrialisation, la situation de crise invraisemblable héritée de l'ère Reagan conduit dans les faits la société nord-américaine à une militarisation croissante. L'économie nationale est désormais perçue en termes de sécurité nationale, dans un pays qui, en 1980, dégageait 26,7 milliards de dollars sur le seul marché de la haute technologie, et qui en perdait 2,6 en 1986.

Dans le pays qui fait de la libre entreprise, du capitalisme de marché et de la non-intervention de l'Etat un principe absolu, le gouvernement intervient directement pour aider les industries de haute technologie en détresse. D'une façon générale, les chefs d'entreprise, indique un personnage bien placé, « ont compris que le seul moyen de se protéger de la concurrence privée étrangère ou d'investissements gouvernementaux dans des industries spécifiques est d'utiliser l'argument de la défense ». Le résultat est que le Pentagone désormais finance de nombreux projets de recherche dans le domaine de la haute technologie, qui ont des applications à la fois commerciales et mili-

taires, ce qui ne peut conduire à terme qu'à une fusion (et à une confusion) entre les domaines civil et militaire, au profit inévitablement du second, puisque c'est lui qui paie. Ainsi le Pentagone a-t-il dépensé entre 1985 et 1990, 80 millions de dollars au profit d'une société qui crée des logiciels, dont le directeur déclarait que bien que l'accent était mis sur les systèmes destinés à la défense, « le Congrès comprend l'importance des logiciels pour l'économie ». De même, en 1990, 170 millions de dollars ont été dépensés pour 150 projets destinés à améliorer les techniques utilisées dans les entreprises. Un organisme dépendant du Pentagone a même versé des subsides pour aider à la recherche dans l'industrie textile.

Ce rôle de soutien à l'économie civile pourra croître encore avec l'aggravation du déclin de celle-ci. Il s'agit, dit un rapport de comité scientifique de défense, d'endiguer « une perte croissante d'avance technologique tant vis-à-vis de nos alliés que de nos adversaires »...

Ces quelques indications laissent penser que l'économie américaine est sur la défensive, en particulier devant la concurrence du Japon et de l'Europe, et que les dirigeants américains se trouvent devant la nécessité absolue de maintenir au plus serré les marges de profit. L'un des moyens est l'augmentation de la productivité, mais elle est difficile à mettre en oeuvre. L'autre est le maintien au plus bas du prix des matières premières et énergétiques importées du tiers monde. Là se trouve peut-être l'une des clés de la crise actuelle du Moyen-Orient.

Raoul Boullard

## EUZKADI-SUD

# Panorama du mouvement libertaire basque

EN Helgoalde (Euzkadi-Sud), il existe un mouvement libertaire important, mais dispersé et parfois en opposition avec lui-même. Après la mort de Franco, il y a 15 ans, resurgissent dans l'ensemble du pays basque des groupes « acrates » de formation libertaire, totalement autodidactes. Au niveau organisationnel, ce qui semble avoir été le plus fort pendant ces années fut l'organisation anarcho-syndicaliste CNT, autour de laquelle se rassemblèrent des groupes disparates (*Askatsuna*, Jeunesses libertaires...). Avec le temps, du fait d'énormes contradictions internes bon nombre de groupes ont disparu. D'autres se restructurèrent, en se situant en de nouveaux espaces. La plupart des groupes libertaires ont des positions proches des thèses *abertzales* des nationalistes de *Herri Batasuna* et de ce fait ont mis en veilleuse un certain nombre de principes libertaires. Ces groupes sont devenus « délégationnistes » et se plient au principe du système électoral, avec de plus l'acceptation de concepts tels que la patrie et le drapeau, qui constituent le bagage des nationalistes, et jusqu'à l'acceptation de l'autoritarisme et de la xénophobie. Ces propos ne signifient pas que les sentiments libertaires de ces groupes pro-nationalistes soient devenus absolument nuls, mais plutôt que lesdits groupes vivent avec de sérieuses contradictions, et avec des prises de positions non libertaires, bien qu'ils continuent à se considérer libertaires...

Il existe un second groupe de compagnons qui se définissent comme auto-

nomes, et qui participent aux diverses luttes antirépression, antiautoritaires, etc. Mais ceci d'une façon très locale, fonctionnant de façon principalement affinitaire, sans se coordonner ni se développer... sans organisation ! Ces groupes naissent et meurent constamment, en évitant de se poser des questions d'ensemble, et apparaissent de façon absolument « exhibitionnistes ». Ils sont là, emmenant le A cerclé et la pensée libertaire partout où se développent des luttes.

Finalement, il y a les anarchistes organisés. Le groupe *Anarko-abertzales* est de ceux-là. Il ne fréquente pas *Ekintza*, pour une simple question d'image négative qu'on nous attribue, et ne fréquente pas plus les autonomes.

## La différence, oui ! Le nationalisme, non !

Parmi les anarchistes organisés, il y a *Ekintza* de Bilbao, notre groupe, qui très récemment a constitué la *Henskal Herriko Federakunde anarkista*, qui pour le moment regroupe un nombre restreint de groupes, mais a d'énormes possibilités de développement. Nous, en tant qu'anarchistes basques, sommes conscients de notre différence : la langue, la culture. Malgré tout, nous estimons que tout n'est pas bénéfique dans cette culture, à cause de certaines traditions. Nous ne renonçons pas à nos parents ni à notre passé, mais défendre ceci ne suppose absolument pas construire un

Etat, augmenter les différences engendrées par des affrontements avec les autres peuples (« ... je vois des pierres, je vois des arbres, mais bien que je regarde avec attention je ne vois pas pousser de pays... »). Quant à nous sentir libres en *Euzkadi*, ce n'est ni plus ni moins qu'ailleurs. L'affrontement entre les opprimés et les oppresseurs se reproduit partout. Ici peut-être trouvons-nous de plus grands espaces de liberté, avec plus de compagnons à nos côtés sur la barricade. Mais la liberté plus l'égalité et l'anarchie sont encore loin et les atteindre dépend de nos efforts et des sacrifices que cela suppose... Nous ne renonçons pas pour autant !

Notre lutte est mise en lumière, entre autres, dans les publications libertaires *Resiste* et *Ekintze Zurena*... les plus importantes du pays basque.

Au sujet du mouvement en Iparralde (*Euzkadi-Nord*) nous nous posons beaucoup de questions. Ainsi, en ce qui concerne le groupe *Paxta*, nous pensons qu'il se situe dans la tendance *abertzales*, décrite plus haut. Cela ne peut être totalement confirmé, car nous n'avons aucun contact avec ces compagnons de Bayonne. Divers, le mouvement libertaire basque est trop divisé, et par conséquent trop replié sur lui-même, pour pouvoir mener des actions spécifiques d'envergures, d'où le relatif silence qui entoure son existence et nous fait encore trop méconnaître hors du pays basque.

*Ekintza* (Bilbao)

## ANARCHISME CHILIEN

# Une alternative qui renaît

Le Collectif anarchiste chilien (1), voulant développer « un mouvement social autonome et anti-autoritaire », édite un nouveau journal : *Accion directa*, destiné à diffuser la pensée, la création et les expériences libertaires et autogestionnaires. Le premier numéro, sorti en août 1990 montre la volonté des compagnons chiliens de se réorganiser sur des bases clairement anarchistes. Il traite notamment de la situation des libertaires au Chili, d'écologie, des violences gouvernementales depuis la fin du siècle dernier jusqu'au coup d'Etat de 1973, des bouleversements à l'Est et de la situation politique actuelle du Chili. Il reprend également des textes de Bakounine, Kropotkine, Durruti et Malatesta.

Le financement de ce numéro dépendra uniquement des aides extérieures. Vous pouvez leur apporter votre soutien par l'intermédiaire du *Monde libertaire*.

Info. transmise par les Relations internationales de la Fédération anarchiste

(1) Dans un prochain n°, nous vous communiquerons le programme de la CAC.

« L...  
 Q UE TU...  
 sem...  
 qu'es...  
 pas pour...  
 doute l'un de...  
 ou des homm...  
 survivre.  
 Tu viens de...  
 autobiograph...  
 chances de...  
 son auteur...  
 serait peut-ê...  
 serait en tout...  
 milliers de...  
 besoin de...  
 d'amour, d'hu...  
 Pourtant, m...  
 que le destin...  
 de 1936 à Ra...  
 de travail en...  
 tour prisonniè...  
 ta surdose d'e...  
 Tu serais p...  
 mer ton dégo...  
 comme tes dé...  
 réparations...  
 d'autres écrits...  
 et, comme ils...  
 uns aux autres...  
 comble, par t...  
 banalité. Et ba...  
 Toi, tu as é...  
 une période où...  
 où l'action ne...  
 nue qu'au sein...  
 rés, bien rigide...  
 inhumains.  
 Vieux liberta...  
 c'est l'Homme



En raison de...  
 bon album de...  
 éditions du...  
 divers dessi...  
 Gotlib, etc. E...

VIII...  
 Convivialit...  
 rencontres...  
 Centre d'acti...  
 volonté et la...  
 tion se trou...  
 lien en Fran...  
 Au program...  
 Taviani (12 fil...  
 ou 2e œuvre)...  
 « Grand prix...  
 Petri, avec Gi...  
 vues : les ph...  
 Toscane des f...  
 même la nuit...  
 acteurs. Voilà...  
 ration... Qu'ou...

(1) Pour contacter...  
 Tél. : (16) 50.51.5

NOTES DE LECTURE

« Les chemins de la belle »

QUE tu habites dans le 13<sup>e</sup> arrondissement de Paris, sur ce haut lieu qu'est la Butte-aux-Cailles, n'est pas pour nous surprendre : c'est sans doute l'un des derniers coins de la capitale où des hommes comme toi peuvent encore survivre.

Tu viens de nous gratifier d'un bouquin autobiographique qui a presque toutes les chances de rester marginal comme l'est son auteur et le comble est que ce ne serait peut-être pas pour te déplaire ! Ce serait en tout cas fort regrettable pour des milliers de lecteurs qui auraient bien besoin de ce fantastique message d'amour, d'humour et d'espoir.

Pourtant, mon vieux, on ne peut pas dire que le destin t'ait favorisé : de l'Espagne de 1936 à Rawa-Ruska en 1942, de camp de travail en camp de représailles, tour à tour prisonnier, déporté, bagnard, tu as eu ta surdose d'emmerdes.

Tu serais parfaitement en droit de clamer ton dégoût et ta haine, tes rancœurs comme tes désirs de vengeance... ou de réparations. Beaucoup de récits dans d'autres écrits n'ont pu éviter ces clichés et, comme ils ne font que s'additionner les uns aux autres, ils finissent, ce qui est un comble, par tomber dans une sorte de banalité. Et banaliser l'horreur, il faut le faire !

Toi, tu as réussi à rester lucide durant une période où les intelligences défileraient, où l'action ne pouvait être conçue et reconstruite qu'au sein de systèmes bien structurés, bien rigides, bien théoriques et bien inhumains.

Vieux libertaire, pour toi ce qui prime c'est l'Homme et tu nous démontres dans

ton bouquin qu'il y a des salauds, des ordures, des arrivistes, des opportunistes et des types bien dans tous les camps et presque dans les mêmes proportions.

Tu ne cesses de hurler ta rage et ton impuissance devant l'injustice et tu vas même jusqu'à te sentir souillé lorsque, obligé de te soumettre devant la force, tu te trouves contraint d'exécuter un ordre que tu réprouves. Pas un seul mot d'apitoiement sur toi-même, seulement par-ci par-là quelques courtes phrases suffisamment explicites pour nous rappeler que tu ne te trouvais quand même pas au Club Méditerranée.

Tu réussis même, par moment, à nous faire rire avec toi et aussi à nous démontrer qu'il ne faut jamais désespérer de l'Homme, même dans les pires situations que souvent il s'est lui-même créées.

Françoise d'Eaubonne dit, qu'en te lisant, on songe parfois à Céline. Je me demande bien pourquoi : d'une part, il n'a jamais posé son cul là où tu as mis tes fesses et surtout d'autre part parce que, de son œuvre, ressort un formidable pessimisme quasi pathologique, qui se situe à l'opposé de cette potion magique d'espoir que tu viens de nous concocter.

Tu en as bavé, Yann. Viens t'asseoir à notre table. Tu ne veux absolument pas passer pour un héros, mais tu as encore tellement de choses à nous raconter et à nous apprendre...

Gérard Conte

Yann Daniel, *Les Chemins de la belle*, éditions La Digitale, Baye 29130 Quimper. Ce livre est en vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 90 francs.



En raison des événements du Golfe, nous vous rappelons qu'il existe un très bon album de BD antimilitariste : « Où vas-tu petit soldat ?... A l'abattoir ! » (éditions du Monde libertaire, 1989). Ouvrage collectif, cet album regroupe divers dessinateurs dont Tardi, Loup, Willem, Solé, Barbe, Pichon, Margerin, Gotlib, etc. En vente, à la librairie du Monde libertaire, au prix de 69 francs.

CINEMA

Villes Rencontres d'Annecy

Convivialité, échanges, découvertes seront au rendez-vous des VIII<sup>es</sup> rencontres du cinéma italien, qui auront lieu du 13 au 20 octobre au Centre d'action culturelle Bonlieu, à Annecy (1). Créée, voilà 8 ans, par la volonté et la persévérance d'une poignée de personnes, cette manifestation se trouve être, aujourd'hui, la principale consacrée au 7<sup>e</sup> art italien en France.

Au programme de cette huitième édition on trouvera une rétrospective Taviani (12 films) ; la sélection officielle avec 10 films en compétition (1<sup>er</sup> ou 2<sup>e</sup> œuvre) ; la sélection panorama avec ses 15 films « Palme d'or » ou « Grand prix » de Cannes (dont *La Classe ouvrière va au paradis* d'Elio Petri, avec Gian-Maria Volonté). Par ailleurs diverses expositions sont prévues : les photos et maquettes du dernier film de P. et V. Taviani, la Toscane des frères Taviani (photographies), les costumes du film *Le Soleil même la nuit*. Des rencontres et débats auront lieu avec les cinéastes et les acteurs. Voilà un bon cru 1990, en perspective, à consommer sans modération... Qu'on se le dise !

Bruno (gr. Région toulonnaise)

(1) Pour contacter le CAC Bonlieu, écrivez au 1, rue Jean-Jaurès, 74000 Annecy. Tél. : (16).50.51.50.91.

INTERVIEW

« Chacun compte pour un » (suite et fin)

Voici la troisième et dernière partie de l'interview des amis de Georgette Vacher, ex-responsable de l'UD-CGT du Rhône. Interview réalisée, à la suite de la sortie du livre-témoignage *Chacun compte pour un, par « Femmes libres » et la « Chronique syndicale ».*

Hélène : *Qu'est-ce qui vous a poussé à faire ce livre ?*

L'amie de Georgette : Après la disparition de Georgette, nous n'avons pas voulu que son message soit perdu. Nous avons pensé le faire sous la forme d'un film, mais nous voulions aussi garder l'esprit dans lequel Georgette avait écrit ces textes. Anne-Marie a décrypté, puis nous avons tapé les textes à la machine. Nous avons commencé à diffuser des petits livrets, uniquement basés sur les cassettes. Mais sans aucun moyen, nous avons laissé dormir tout cela et ce qui a un peu aiguillonné l'an dernier, c'est que Jean-Pierre Thorn voulait faire un film romancé d'après l'histoire de Georgette et des notes que nous lui avions données. Nous avons alors cherché un éditeur et nous avons décidé de ne rien mettre de personnel dans le livre, de publier la transcription des cassettes, les notes sans commentaires et les poèmes, en mettant en annexe quelques explications.

La conception de chacun sur la façon de s'investir

Hélène : *Comment avez-vous trouvé un éditeur ?*

Christian : En 1981-1982, parmi les gens qui connaissaient Georgette et voulaient qu'il reste quelque chose de ses notes, il existait plusieurs perspectives. Pour certains qui se situaient dans les bagarres au sein de la CGT, l'authenticité des textes risquait d'être mise en doute. D'autres, plus impliqués dans les structures du syndicat, plaquaient à leur manière leur problème sur les textes. L'histoire de Georgette et la façon dont cela s'est déroulé a mis tout un chacun mal à l'aise là où on avait passé des compromis. C'est pourquoi les textes n'ont pas pu sortir, cela tirait un peu dans tous les sens, y compris en ce qui concerne le premier projet de film. Jean-Pierre Thorn a fait un film de fiction, inspiré de l'histoire de

Georgette, *Je t'ai dans la peau*, d'après le titre de la chanson de Piaf. A partir de l'histoire de Georgette, il a dit ce qu'il voulait dire sur le mouvement syndical.

Ce qui est apparu évident pour nous, c'est que les textes, tels qu'ils étaient, avaient une place en tant que témoignage humain sur la crise du syndicalisme et le besoin de changer les rapports.

L'amie de Georgette : Les années nous ont permis de mûrir ce texte et de le sortir sereinement maintenant. En 1981, je militais encore et je ne voulais pas qu'on me coupe de mes responsabilités syndicales et être mise en cause au sein du mouvement. Je pensais qu'on ne nous laisserait pas sortir le livre et sept ans après n'avons eu aucune difficulté. C'est le message de Georgette qui nous a paru intéressant, en dehors même du monde syndical, sur sa façon de voir la vie. Quand on était sous le feu de l'action, on l'a senti autrement. On a discuté pendant très longtemps autour de l'esprit de ce qu'elle nous laissait.

Christian : Ce qui était en jeu, c'était la conception de chacun et de chacune sur la façon de s'investir dans l'action syndicale. Cela aurait été plus rapide s'il y avait eu plus de maturité concernant le pourquoi du militantisme. Pourquoi tu milites quand tu passes des journées à porter des affiches ? Est-ce le plus important ? Est-ce la meilleure manière de toucher les gens ? Mais pas question de poser ce genre de problème à cette époque, sinon le bouquin serait sorti plus rapidement.

Hélène : *Où en est le collectif presque 10 ans après ? Où se trouvent maintenant les femmes qui le composaient ?*

L'amie de Georgette : Elles sont dans la nature, certaines ont choisi, après l'événement, la ligne dure de la CGT. C'est à dire qu'elles ne nous adressaient plus la parole dans les manifestations ou ailleurs. Nous avons été mises à l'écart et certaines sont alors parties. Quelques unes, 4 ou 5, ont voulu garder leurs responsabilités syndicales et lutter à l'intérieur pour essayer de faire passer l'esprit du collectif et tenter de se restructurer, mais sans pouvoir le faire au niveau départemental. D'autres copines, moins impliquées, ont continué de militer dans leurs organisations et dans leurs boîtes. D'autres ont dû quitter la CGT et ne sont plus actuellement syndiquées. On leur a refusé leurs cartes. D'autres encore, comme moi, ont été maintenues dans leurs responsabilités parce qu'elles représentaient un nombre important de cartes. A présent, je n'ai plus de responsabilités syndicales et je n'en veux plus car je n'y crois plus. Il n'existe pas de forme possible pour

militer actuellement. Je continue à être syndiquée, malgré tout. De ceux qui ont participé au collectif, il ne reste qu'un copain à la CGT et deux copines, dont une est fervente. Il y a toujours une responsable au secteur féminin, mais rien ne se passe dans le département au niveau des femmes. Les 8 mars, c'est fini. Il y a toujours les 8 mars CGT, mais pas les 8 mars femmes. Aucun travail de femmes ne se fait autour. Pendant 6 ans, nous avons organisé des portes ouvertes. A Lyon, nous avions une salle à disposition, avec la presse et les gens venaient. Maintenant, c'est terminé.

Hélène : *Le film est sorti ? Vous y avez participé ?*

L'amie de Georgette : On ira le voir.

Les confédérations creusent la tombe du syndicalisme

Christian : Nous n'y avons pas participé. Ce film n'est pas notre histoire et nous sommes restés en dehors. Mais c'est un film qui pose des questions et c'est important. Dans les bureaux syndicaux et les directions confédérales, beaucoup ont cherché à répondre aux questions, mais parfois les réponses font mal.

Hélène : *Le syndicalisme n'a que des questions devant lui et vitales !*

Christian : A l'heure actuelle, les confédérations creusent la tombe du syndicalisme et quand il n'y a plus d'outil de lutte, les gens en prennent plein la gueule et seuls.

Hélène : *Je suis plus optimiste quand je pense à la lutte importante dans la Santé. Quand l'outil syndical ne convient plus, les travailleurs trouvent d'autres formes de lutte. Il est cependant difficile de retrouver un outil durable et efficace.*

Christian : Je crois à ces formes créées par la nécessité, mais plus les années passent, plus la mémoire de ces formes de lutte va s'estomper. Dans le cas de la Santé, le collectif a existé parce que des gens étaient issus du mouvement syndical, dont ils étaient critiques, mais en avaient gardé certains réflexes indispensables. Il s'agit de la mémoire des moyens et non des formes bureaucratiques. S'il faut tout réinventer dans la conjoncture actuelle et avec ce qui se prépare ! Il ne faut pas perdre de temps, de même qu'il est nécessaire que la réflexion aille plus loin que le ventre et la paye.

Transcription C.P.

(1) *Chacun compte pour un*, de Georgette Vacher, est en vente à la librairie du Monde libertaire (prix de 90 F). (2) *Antoinette*, revue féminine de la CGT, aujourd'hui disparue.

FANTASTIK ROCK

Debattice : artiste de série noire

Voilà déjà plus de 10 ans que je rencontre régulièrement Jean-Luc Debattice et que nous passons quelques soirées par mois à parler de tout, de rien ou de chansons.

Il m'arrive parfois de le taquiner, de lui dire par exemple : « *Mais c'est quand Wagner a rencontré Schönberg qu'il a composé les "Walkiries" ?* ». Alors, il me regarde avec de grands yeux étonnés et après un instant de silence réfléchi, il me répond : « *Mais Wagner n'a pas pu rencontrer Schönberg !* » Est-ce bien certain ? Moi, je suis sûr que Debattice a dû rencontrer Shakespeare, qui lui a proposé de faire un opéra rock avec Hamlet, Macbeth ou Richard III, et que Jérôme Bosch, l'ayant appris, leur aurait téléphoné pour leur propo-

ser spontanément de broser le record de la pièce.

Chez Debattice, on n'arpège pas la corde de la sensiblerie, on plaque l'accord en « *destroy majeur* ». Debattice est le chantre des terreurs qui nous assaillent et des horreurs dont nous sommes capables. Alors, vous comprenez, mon cher... il est plus facile de comprendre pourquoi Beethoven s'est coupé l'oreille en apprenant que Van Gogh était sourd, que de comprendre pourquoi le grand public ne court pas en masse écouter Debattice. Une question d'oreille, sans doute !

Alain Aurenche

Jean-Luc Debattice (avec en première partie Alain Aurenche) est au TLP-Dejazet, le 12 octobre, à 20 h 30. TLP : 41, bd du Temple (M<sup>o</sup> République), 75003 Paris. Tél. (1).42.74.20.50.

TLP-Dejazet

LACOUTURE

« Ca c'est du vol »

(variété rock)

du 15 au 27 octobre, à 20 h 30.

TLP : 41, bd du Temple, 75003 Paris.

Tél. (1).42.74.20.50



SERGE UTGE-ROYO

SAMEDI 20 OCTOBRE 1990 À 20 H

CAFE DE LA DANSE

5, passage Louis-Philippe,

75011 Paris (M<sup>o</sup> Bastille).

Tél. : (1).43.57.05.35.

Spectacle parrainé par Radio-Libertaire.

# RENDEZ-VOUS

**FRESNES-ANTONY**  
Le groupe de Fresnes-Antony tient ses permanences chaque samedi matin, entre 10 h 30 et midi, au 34, avenue Jean-Moulin (ex-route de Fresnes), à Antony.

**LILLE**  
Le Centre culturel libertaire Benoit-Broutchoux, situé 1-2, rue Denis-du-Péage (M<sup>e</sup> Fives), à Lille, accueillera le samedi 13 octobre, à partir de 16 h 30, dans le cadre de « La fureur de lire », Patrick Cardon, éditeur, pour une conférence ayant pour thème : « Le livre clandestin dans la France du XVIII<sup>e</sup> siècle ».

A partir de 19 h, ce même 13 octobre, le CCL Benoit-Broutchoux accueillera l'association gâche et lesbienne « Les Flamands roses ». Cette association organisera une soirée-débat pour célébrer « gaïement » sa naissance. Restauration sur place. Participation aux frais : 25 F. Pour tout renseignement téléphonez au 20.47.62.65.

**NANCY**  
Le groupe Jean-Roger-Caussimon de Nancy vend le *Monde libertaire* chaque dimanche, à partir de 10 h, sur le marché de Vandœuvre. Pour le contacter, écrivez aux Relations Intérieures qui transmettront.

**PARIS**  
Le groupe Pierre-Besnard vend le *Monde libertaire* chaque dimanche, à l'entrée du marché de la place des Fêtes (19<sup>e</sup> arrondissement) entre 10 heures et midi.

**PARIS**  
Le groupe du 19<sup>e</sup>-Nord vend chaque dimanche le *Monde libertaire*, entre 10 h 30 et 11 h 30, sur le marché de la rue de Joinville (19<sup>e</sup> arrondissement)

**TOULON**  
Le groupe Région toulonnaise et le Centre d'études et de culture libertaires tiendront un stand, les 13 et 14 octobre, au Forum des associations, chapiteau des Lices, à Toulon. Entrée libre.

**LA GARDE**  
Le groupe Région toulonnaise et le CECL seront également présents les 13 et 14 octobre au Salon du livre, salle Gérard-Philippe, de La Garde (Var). Entrée libre.

# PARUTIONS

**TEE-SHIRT**  
Le groupe Ascado-Durruti (FA) de Marseille a édité un tee-shirt reproduisant le dessin de Reiser « Vive l'anarchie... Mieux que ça ! ». Son prix est de 50 francs. Ce tee-shirt est à commander à Jean-Pierre Louy : 9, cours Joseph-Thierry, 13001 Marseille.

**AFFICHE**  
Le groupe Paris XV<sup>e</sup> vient d'éditer une affiche contre la guerre du Golfe : « Logique de guerre : austerité pour les salariés, prospérité pour les pétroliers... Guerre à la guerre... A bas toutes les armées ! ». Cette affiche illustrée, au format 50 par 70, est vendue au prix de 5 F (1,20 F au delà de 50 exemplaires). Cette affiche peut être commandée à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris (Les chèques sont à libeller à l'ordre de Publico).

## MAL-LOGES

# Les expulsions de Stains

**Après Paris, c'est au tour de la proche banlieue de connaître des problèmes liés aux expulsions. le groupe Henri-Poullaille témoigne de la situation en la commune de Stains.**

**C**OMME le rappelait Pascal Petit, la semaine dernière, à propos des expulsions du square de la Réunion, la plus grande vigilance reste de mise. C'est vrai, car avant la trêve de l'hiver, période où les expulsions seront interdites pour quelques mois, on expulse aujourd'hui à Stains (Seine-Saint-Denis), comme on l'a fait hier à Paris.

### Quatorze personnes campent

Depuis le 11 septembre, deux familles d'origine zairoise (10 enfants et 4 adultes), ont été expulsées sur décision de l'Office des HLM de Versailles et logent, maintenant, sous quelques tentes, devant la mairie de la ville. Comme souvent des propositions leurs ont été faites par la Préfecture. Propositions toutes aussi inacceptables les unes que les autres : logement à l'hôtel, enfants à la DDASS, ou encore attribution d'un logement à plus de... 160 Km de Paris ! Quand on travaille à La Courneuve (et donc qu'on est en mesure de payer un loyer HLM) et que les enfants sont scolarisés à Stains, on

peut comprendre la décision des familles de rester devant la mairie, en attendant de trouver une solution digne de ce nom.

Quand au maire (communiste), après avoir proposé pour une nuit un centre de loisirs de la ville, il se contente de renvoyer la balle dans le camp de la Préfecture. Dans le même temps, il interdit à l'école toute proche de tirer une ligne électrique, et affirme qu'il n'y a aucun logement de libre dans la ville. Mais, depuis une semaine, les informa-



Manif de soutien aux mal-logés. CNT

tions affluent : des logements vides dans Stains, il y en a, et plus d'un. Ce qui est sûr, c'est que ces deux familles expulsées, sont les premières d'une longue liste : l'immeuble d'où ils viennent serait promis à une destruction prochaine. On comprend mieux le peu d'empressement du maire de faire des propositions, car selon certaines personnes de la Mairie cela créerait un « précédent ».

Du côté de l'entraide, en dehors de l'organisation Médecins du Monde — qui a fait le prêt d'une tente — c'est faible. Pas de communistes bien sûr, aux ordres

du maire, pas de socialistes en dehors d'une visite protocolaire d'un des adjoints socialistes lors de la conférence de presse du jeudi 4 octobre. La communauté zairoise, pourtant relativement représentée dans la région, s'est montrée fort discrète dans cette affaire et la personnalité des deux familles (en attente d'un statut de réfugié politique depuis trois ans) y est peut-être pour quelque chose. Quant aux habitants de Stains, ils semblent au mieux spectateurs, si ce n'est pas, pour certains, carrément défavorables (la banlieue, comme on le sait, a pris un sacré coup de vert-de-gris ces derniers temps).

### Mobilisons-nous !

La mobilisation repose donc, actuellement, sur une vingtaine de personnes, regroupées au sein du Comité de solidarité avec les expulsés. Les objectifs de ce comité sont le relogement immédiat des deux familles et, à terme, le refus de toutes nouvelles expulsions. Car il est évident qu'il y en aura d'autres. L'expulsion des plus pauvres de Paris vers sa proche banlieue et maintenant de la proche banlieue vers la grande banlieue n'est qu'à son début.

Au Sacré-Cœur, comme sur la place de la Réunion, la lutte a payé. A Saint-Denis quelques familles, qui ont eu des difficultés identiques au début du printemps, semblent voir leurs problèmes en voie de règlement. A Stains, une lutte commence, mais il faut faire vite, car comme à Paris, les nuits d'octobre sont plutôt fraîches, vous ne trouvez pas ?

Eric Zolla  
(gr. Henri-Poullaille de Saint-Denis)

## ANTICLERICALISME

# Sécheresse : restriction sur l'eau bénite !

**A**PRES les calamités agricoles, la France va-t-elle être secouée par les caprices de la météo dans un secteur de l'économie jusque là épargné par les intempéries ? Va-t-on devoir désormais compter avec les calamités religieuses ? L'eau bénite, en effet, ne laisse plus suinter qu'un mince filet aux robinets sacrés qui conduisent le Saint-Esprit jusque dans les bénitiers.

L'AFP, elle-même, nous l'annonce : le saint liquide, contenant la grâce divine diluée en suspension, commence à manquer dangereusement dans le sud de la France, en particulier aux abords de Lourdes, ville d'eau bien connue des paralytiques dont elle assure le traitement avec un taux de réussite à vrai dire assez faible au cours de célèbres concentrations d'amateurs de tous les pays.

Un véritable cri d'alarme a été lancé par les autorités hydro-ecclésiastiques de cette station thermo-religieuse : la source de la grotte sacrée s'épuise ! Bernadette, qui est désormais confortablement installée au paradis depuis plus d'un siècle, aurait-elle oublié, par mégarde, d'ouvrir une vanne céleste ? « L'eau n'est pas tarie » nous assure un communiqué officiel, la grâce de Dieu étant par nature infinie, « mais elle ne suffit plus à répondre à la demande ».

En conséquence, il a été décidé « de réserver les eaux miraculeuses au rem-

plissage des piscines pour permettre en priorité aux malades de s'y plonger » (sic). L'efficacité du produit est, en effet, encore plus rapide en aspersion extra-dermiques que par voie orale, car, nous dit toujours la voix officielle « L'eau lave le corps et purifie l'âme ». Les pèlerins en bonne santé sont invités à limiter leur consommation, « à une petite gourde par personne ». Le mot nous paraît particulièrement bien adapté.

### L'heure est au compte-gouttes

Donnons quelques chiffres pour étayer le caractère objectif des guérissons miraculeuses : trois saints réservoirs contenant 2 325 m3 recueillent habituellement les eaux divines, que la fonte des neiges catholiques achemine providentiellement au pied des Pyrénées, le Saint-Esprit étant dissout dans des proportions variables suivant les années. A ce propos encore, les autorités religieuses rappellent que l'efficacité de l'eau bénite n'est pas en rapport avec la densité des bénédictions qu'elle a reçues. Il n'y a donc pas à s'inquiéter sur les dosages, une eau bénite d'un simple revers de goupillon, disons à 2% du volume est exactement aussi performante qu'une eau bénite à 40%, qui a reçu de copieuses rafales de *Te Deum* par la tuyauterie des grandes orgues ! Le phé-

nomène peut paraître étrange à qui n'est pas familiarisé avec les saints mystères de la religion, mais les autorités sont formelles : « L'eau n'a pas de valeur par la quantité, mais par sa qualité ».

Deux ou trois gouttes le matin dans le café au lait et vous voilà parés pour une dure journée de travail !

Le rectorat du sanctuaire de Lourdes vient toutefois de faire installer 15 nouveaux robinets à eau bénite, qui s'ajoutent aux 20 déjà existants. Le liquide qui s'écoule de conduits sanitaires ressemble comme deux gouttes d'eau à celui des canalisations laïques, mais les sceptiques pourront faire analyser les substances divines par l'hydrologue apostolique de leur paroisse. On évitera cependant d'emporter des quantités trop importantes du précieux liquide, la nappe phréatique où se déverse le Saint-Esprit étant actuellement très basse.

On nous signale par contre que la nappe phréatique à laquelle s'alimente la connerie humaine depuis déjà deux millénaires, n'a pas bougé d'un centimètre et ceci malgré les nombreuses périodes de sécheresse que notre planète a connues au cours de l'histoire. Il semblerait que la source à laquelle elle s'alimente soit pratiquement inépuisable.

Guimou de la Tronche

## SOMMAIRE

PAGE 1 : Vaux-en-Velin : Automne sanglant, Le déclin économique américain, Michel Leiris, Editorial.  
PAGE 2 : Enquête et notes de lecture sur l'extrême droite au travail.  
PAGE 3 : Appel aux pacifistes, Michel Ragon déclare ! L'Irak et les pétroliers.  
PAGE 4 : Michel Leiris (suite de la une), La CSG, Daniel Köhl, En bref.  
PAGE 5 : Mesnil-Amelot : le camp de la honte, Commandos lorrains contre l'avortement, Loi anti-avortement en Pologne, Rentrée scolaire à Saint-Etienne-du-Rouvray.  
PAGE 6 : Le déclin économique américain (suite de la une), L'anarchisme chilien, L'anarchisme basque.  
PAGE 7 : Notes de lecture, Interview des amis de Georgette Vacher (fin), Cinéma : le VIII<sup>e</sup> rencontres d'Annecy, Fantastik rock avec Debattice.  
PAGE 8 : Les expulsions de Stains, sécheresse : restriction sur l'eau bénite, Sélection Radio-Libertaire, Infos FA.

## Sélection Radio-Libertaire (89.4 FM)

Jeu 11 octobre

— « Flagrant désir » : (19 h 30 - 20 h 30) : Act-up et la lutte contre le SIDA.

Vend 12 octobre

— « L'Invité du vendredi » (19 h - 21 h) : l'Union rationaliste s'exprime à propos des sectes.  
— « Ithaque » (22 h 30 - 3 h) : soirée logement, urbanisme et architecture : un entretien avec Michel Ragon, le point sur les expulsions à Paris, un projet libertaire pour le logement.

Samedi 13 septembre

— « Chronique syndicale » (11 h 30 - 14 h 30) : « l'extrême droite au travail », avec la participation d'Article 31, le syndicalisme à la BNP avec le Syndicat démocratique de la Banque (SDB).  
— « De bouche à orteils » (14 h 30 - 16 - 30) : Véronique Pestel, Claude Vence, Xavier Lacouture (pour son spectacle au TLP).  
— « Emission Proudhon » (19 h 30 - 21 h) : deuxième volet d'une série « quinzomadaire » de six émissions. Cette émissions est diffusée en alternance avec l'émission « Y'en a pas un sur cent ».

Dimanche 14 octobre

— « Folk à lier » (12 h - 14 h 30) : présentation de la 5<sup>e</sup> fête de la vielle, à Pontoise, les 2, 3 et 4 novembre 1990.  
— « L'Imaginaire » (22 h - 23 h) : anarchisme et science fiction, à partir d'un roman de Wells, *Men like gods* (6<sup>e</sup> partie).

Lundi 15 octobre

— « Maroc vérités » (12 h 30 - 13 h 30) : une nouvelle émission sur la réalité cachée du Maroc, une libre parole sur la misère d'un peuple baillonné (un lundi sur deux).

Mardi 16 octobre

— « Cannelle et cerises » (9 h - 10 h) : spécial chanson avec Jacques- Ivan Duchesne et Serge Utgé-Royo  
— « Blues en liberté » (10 h - 12 h) : les cuivres dans le blues.

**Pour nous contater, Tél. : (1).42.62.90.51**